

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M 2414 - 415 - 5F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire:  
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire:  
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un exempl.: 10FF, 40 FB, 5FS, 2000Li  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un exempl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -  
**No 415**  
Mars - Avril 1991  
29<sup>e</sup> année

## LE THERMO- METRE ELECTORAL

"Le suffrage universel est l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel", écrit Engels dans son ouvrage sur l'Etat ("L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat", p.154), et il ajoute que lorsque le thermomètre des élections indiquera le point d'ébullition, les prolétaires - mais les bourgeois aussi - sauront ce qui leur reste à faire; la lutte deviendra alors ouverte: lutte révolutionnaire insurrectionnelle de la part de la classe ouvrière, écrasement contre-révolutionnaire du prolétariat de la part de la bourgeoisie.

Etant bien entendu que pour le marxisme le suffrage universel ne peut être le moyen pour la classe ouvrière de s'émanciper de l'exploitation capitaliste comme le prétendent les réformistes; sachant également que l'arène électorale ne peut non plus représenter un quelconque terrain de lutte, même secondaire, pour le prolétariat, il est néanmoins possible et nécessaire d'analyser les résultats électoraux pour évaluer ce degré de "maturité" de la classe ouvrière dont parle Engels, ainsi que la configuration générale du dispositif politique bourgeois, reflet lui aussi des rapports entre les classes et des évolutions au sein de la classe bourgeoise.

Il ne faut pas non plus oublier que les élections ne donnent qu'un indice, un reflet très déformé, et non pas l'expression fidèle du rapport entre les classes et de ses variations. Ceci dit, nous pouvons maintenant regarder le thermomètre électoral et constater qu'il est bien loin d'indiquer le point d'ébullition sociale. Le pourcentage des abstentions est en hausse certaine, mais tous les politiciens se sont félicités de ce qu'il était moins mauvais que prévu: l'usure du parti gouvernemental, le rejet des magouilles politiciennes ne s'est pas encore traduit dans un rejet du système politique électoral bourgeois qui est le premier pas vers un retour à des formes de lutte de classe: comme disent les journalistes, un fort taux d'abstention est "mauvais pour la démocratie"...

Les électeurs ont voulu exprimer leur mécontentement dans les urnes; les élections jouent encore très largement leur rôle de soupape de sécurité et les bourgeois peuvent espérer qu'il y a moins de chance que ce mécontentement s'exprime dans la rue, dans les entreprises, sur le terrain des luttes.

Cependant nous ne voulons pas nier que les résultats de ces élections pose un problème politique à la bourgeoisie. Le principal parti réformiste, qui est aussi le parti gouvernemental, a fortement reculé, privant le gouvernement d'une base politique un tant soi peu solide. A l'issue du premier septennat de Mitterrand, l'influence du PCF avait très largement diminué, conséquence de son appui aux mesures anti-ouvrières des gouvernements Mauroy. Le PS par contre, dont la base de masse se trouvait davantage parmi

( Suite en page 2 )

## Avec la désagrégation de l'URSS, un nouveau partage du monde est commencé

Le partage du marché mondial et des nations est en réalité déjà commencé sans guerre mondiale (Allemagne réunifiée, Slovaquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine séparées de la Yougoslavie, éclatement de l'URSS en une quinzaine de républiques indépendantes en plus des pays Baltes, les pays de l'Est européen satellisés autour des économies occidentales, etc.). C'est la force économique et les contradictions entre les grands pays impérialistes qui sont la cause de ces débuts d'un nouveau partage du monde, et non une guerre ouverte entre eux. En ce sens, la perspective de la troisième guerre mondiale est objectivement repoussée dans le temps. Mais celle-ci impliquera

La prétendue "Europe unie" elle-même est, malgré Maastricht, chaque jour remise en question par les tendances centrifuges qui animent les vieilles puissances selon leurs intérêts de plus en plus opposés à ceux des "partenaires"; mais la défense de ces intérêts les contraint à l'inverse à "faire bloc", tantôt contre les Etats-Unis, tantôt contre le Japon, selon les circonstances, circonstances qui les feront un jour se heurter entre elles.

Lénine écrit dans son "Impérialisme, stade suprême du capitalisme", que le partage du marché mondial est précisément l'objectif des Etats bourgeois impérialistes, et que ce partage ne peut être défini que par une guerre mondiale. Lénine souligne que les alliances entre les impérialismes doivent n'être considérées que comme des "trêves" entre des guerres, qu'elles aient la forme d'une coalition impérialiste contre une autre ou celle d'une entente entre tous les impérialismes!

Ce passage a une très grande importance, non seulement parce qu'il rappelle que dans la société bourgeoise la guerre impérialiste est inévitable - en l'absence de révolution prolétarienne; mais aussi parce qu'il affirme qu'une "union générale embrassant toutes les puissances impérialistes" (en somme une Société des Nations, ou une Organisation des Nations Unies dans le cadre de laquelle les grandes puissances arrivent plus ou moins à concilier leurs intérêts) ne peut empêcher l'éclatement des guerres. Et la guerre impérialiste éclatera lorsque le développement des forces productives se heurtera aux limites du mode de production capitaliste lui-même, toujours menacé par la surproduction et la baisse tendancielle du taux de profit: le capitalisme ne peut surmonter pour un temps ces limites que par les crises et les guerres mondiales.

Nous sommes aujourd'hui à l'heure de la guerre économique entre les grandes puissances capitalistes qui visent à dominer le marché mondial; demain, quand la guerre économique ne sera pas suffisante pour résoudre la crise, l'heure aura sonné de la guerre proprement dite; dans la politique impérialiste, les moyens "pacifiques" laisseront la place aux moyens militaires.

Le marxisme enseigne que l'évolution historique des groupes humains, au travers de grands cycles caractérisés par des organisations sociales précises, s'appuie sur des guerres et des révolutions. Cela ne signifie pas que toute guerre fait faire un pas en avant à l'humanité, ni que toute révolution (c'est-à-dire le soulèvement des masses contre la ou les classes dominantes) réussit à établir de façon définitive et irrévocable un progrès dans l'organisation sociale. Le matérialisme dialectique explique que l'histoire de l'humanité, déterminée de façon matérialiste, progresse au long des siècles par bonds en avant et par replis, par avancées et par rechutes dans la barbarie.

Engels (auquel en 1919 Lénine se réfère à l'occasion du débat sur le programme du parti bolchévique) avait énoncé la thèse selon laquelle la future guerre - qui éclata en 1914 - serait beaucoup plus terrible que les précédentes et qu'elle ferait reculer l'humanité au point de compromettre les acquis du capitalisme moderne.

Notre texte de parti "Struttura economica e sociale della Russia d'oggi" (1) montre que cette position d'Engels n'est pas pacifiste, c'est-à-dire ne débouche pas sur une recommandation que "les prolétaires agissent en commun avec les bourgeois pour éviter la

guerre. Elle est révolutionnaire, parce qu'elle explique ce que nous (c'est-à-dire le P.C. International-NdlR) répétons depuis longtemps: la longue guerre nous rejette en arrière, sur le plan des conditions objectives et subjectives de la révolution socialiste; loin de l'accepter comme en 1914, les socialistes doivent l'arrêter par la révolution. Sinon, le capitalisme a la possibilité de repartir d'un nouveau pied. La deuxième guerre mondiale n'a pas non plus été arrêtée, et la révolution s'est encore éloignée de vingtaines d'années: si la troisième se déroule jusqu'à son terme, elle assurera au capitalisme un nouveau demi-siècle amortisseur, comme l'actuel (depuis que ces lignes ont été écrites, 35 ans de vie pour le capitalisme se sont écoulés-NdlR). Ou elle lui permettra carrément de recommencer toute sa vie, en le transformant, de vicillard dégénéré en rose nouveau-né!"

La tendance fondamentale de l'histoire du capitalisme est la tendance à une concentration économique toujours plus grande; mais loin d'être linéaire, cette évolution est pleine de contradictions, de contre-poussées provoquées par les crises et les guerres qui ramènent en arrière la société, aussi bien sur le plan des conditions objectives que sur celui, subjectif, des forces de la révolution prolétarienne: dans une certaine mesure, le capitalisme est dialectiquement rajeuni.

"Le processus qui, à la fin d'une poussée impérialiste, substitue (en raison de déterminismes historiques, et non pas grâce à l'habileté de partis ou de grands hommes) une guerre générale à la crise révolutionnaire, s'exprime par ce résultat: à la fin de la guerre les formes enclines à l'impérialisme s'émeussent, et des formes plus anciennes réapparaissent", affirme notre texte (2).

Et que voyons-nous sur le territoire de l'ex-URSS, après la phase de poussée impérialiste (centralisation étatique de l'économie à tous les niveaux, parti unique et syndicats obligatoires, etc.), sinon que ces "formes impérialistes" laissent la place à l'apparition ou à la prolifération de formes qui sont plus anciennes dans l'histoire du

( Suite en page 2 )

### DANS CE NUMERO :

- Le thermomètre électoral
- Le pas en arrière du capitalisme russe
- Les partis "de gauche" en Russie
- Solidarité avec Joël Lamy !
- L'activisme tacticien de "V.P."
- Capitalisme, agriculture, environnement (2)
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde
- Les trotskystes algériens et le coup d'Etat

## Textes du Parti Communiste International Les fondements du communisme révolutionnaire (extrait)

Nous reproduisons ci-dessous le premier chapitre d'un rapport tenu à une Réunion Générale de notre parti en 1957; ce texte, publié dans notre série "Les Textes du PCI", mais épuisé, entend défendre le marxisme contre tous ses adversaires. Dans le plan de l'exposé, le rapporteur classait ces adversaires en trois catégories: ceux qui nient le marxisme (les défenseurs ouverts du capitalisme), ceux qui le falsifient (les réformistes et "révisionnistes" en particulier staliens), ceux qui prétendent "l'enrichir" ou le "mettre à jour". Cette troisième catégorie était représentée par des éléments qui rampaient avec le révisionnisme stalinien à la suite des révélations de Kroutchev au XXe Congrès du PCUS et surtout après la répression par l'armée soviétique des mouvements de Hongrie et de Pologne en 56. Et d'une certaine façon cette troisième catégorie était la plus pernicieuse car elle dénature le marxisme tout en prétendant lui rester fidèle.

Les "Fondements..." s'attachent donc à critiquer particulièrement les tendances conseillistes, ouvriéristes, spontanéistes, etc., qui arguent des méfaits du stalinisme pour renier le rôle du parti et renoncer à la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui les événements des pays de l'Est alimentent la propagande grossière des négateurs du marxisme, mais ils nourrissent également cette troisième catégorie d'adversaires du programme communiste, qui croient trouver des remèdes au "socialisme bureaucratique", dans l'idéologie démocratique ou libertaire, dans des formes de "Proudhonisme" éternisant le marché et l'autonomie des entreprises ("socialisme d'entreprise", "autogestion", etc.).

Contre ces adversaires, notre texte reste donc aussi "d'actualité" qu'il y a trente ans.

( Suite en page 7 )

# LE THERMOMETRE ELECTORAL

( Suite de la page 1 )

les classes moyennes salariées et des secteurs parmi les plus qualifiés de la classe ouvrière, n'avait pas été atteint par cette érosion car ces secteurs avaient été moins touchés par les restructurations, le chômage, la dégradation du niveau de vie, que les secteurs plus traditionnels de la classe ouvrière parmi lesquels le PCF est implanté. Alors que le PCF ne cessait de s'affaiblir, le PS, lui, pouvait attirer des transfuges venant de son ancien collègue gouvernemental, venant aussi de la contestation gauchiste, tandis que son influence se développait aussi en direction de couches traditionnellement représentées par les courants démocrates chrétiens.

Et c'est en direction de ces couches bourgeoises que le PS s'est systématiquement orienté après la période de la cohabitation, sous la formule de "l'ouverture" inaugurée par le gouvernement Rocard. Cette orientation revenait à tourner le dos à son électoral, qui a donc peu à peu abandonné le parti en qui il ne se retrouvait plus, qui menait une politique en opposition à ses intérêts. L'effondrement électoral du PS ne doit donc pas être compris comme une quelconque "radicalisation" de son ancien électoral qui aurait été poussé par la crise à se détourner du réformisme; les déçus du PS se sont retrouvés dans "génération Ecologie", devenue une véritable bouée de sauvetage pour politiciens sociaux-démocrates en perdition, alors qu'il s'agissait au départ d'une machine de guerre du PS contre les écologistes, et dans le mouvement des "Verts", donc dans des formations tout-à-fait réformistes et situées au centre de l'échiquier politique bourgeois.

Cet effondrement du PS tient beaucoup moins à un "choix" politique malheureux de sa direction, qu'à la conséquence inévitable de sa longue présence à la direction de l'Etat. Tout parti qui entend rester à la tête de l'Etat doit se

conformer strictement aux intérêts d'ensemble de la bourgeoisie et aux intérêts particuliers des groupes capitalistes les plus puissants. De ce point de vue le PS a bien rempli sa tâche et il conserve la confiance de la bourgeoisie; mais ce faisant il a dû abandonner et "trahir" les intérêts des classes moyennes et des secteurs de la classe ouvrière qui le soutenaient. Tout parti réformiste s'use en restant au gouvernement, et il s'use d'autant plus vite que la situation économique est difficile et ne lui permet pas de "tenir ses promesses": cela a été le cas après la guerre de la SFIO, cela a été le cas hier du PCF, c'est maintenant le cas du PS. La seule carte qu'a tenté de jouer le PS, c'est la lutte contre le FN, manoeuvre purement politicienne car son orientation coïncide avec celle du parti de Le Pen, aux "exagérations" près de celui-ci. Cette manoeuvre est largement tombée à plat, une fois que la droite a pu se payer le luxe de se joindre à l'anti-Le Penisme.

Mais l'affaiblissement brutal du PS déséquilibre l'échiquier politique, car il faut qu'une force crédible puisse jouer le rôle du réformisme, le rôle de garde-fou de la démocratie bourgeoise contre les mouvements sociaux incontrôlés et le rôle d'entretien du miroir aux alouettes de la promotion sociale. Les prochains mois seront consacrés à rétablir cet équilibre, probablement par le retour du PS dans l'opposition.

A droite, la situation est d'une certaine façon symétrique. Le "consensus" autour de la politique économique et sociale du PS, c'est-à-dire l'accord des partis traditionnels de droite avec cette politique, a "libéré" une frange plus remuante, plus activiste car mécontente de son sort, parmi les couches réactionnaires de la petite et moyenne bourgeoisie.

Contrairement à ce que prétend à peu près tout le monde, le parti de Le Pen n'est pas un parti fasciste. Non pas à cause des opinions de Le Pen et de ses amis, parmi lesquels on

rencontre d'authentiques fascistes, de véritables ultra-intégristes, de très réactionnaires royalistes, etc., etc. Tout ce beau monde était autrefois tranquillement au RPR ou dans d'autres partis dits de la "Droite civilisée" qui en contiennent encore beaucoup. Le FN n'est pas un parti fasciste tout simplement parce que la situation actuelle du capitalisme français n'est pas compatible avec l'existence d'un parti fasciste, c'est-à-dire un parti organisant des masses de petits-bourgeois déclassés, de chômeurs enrégés, pour détourner leur colère contre les organisations de classe du prolétariat, et visant à instaurer un régime de dictature ouverte en tant que seul moyen de sauver l'Etat capitaliste de la menace révolutionnaire.

Actuellement la venue au pouvoir du FN serait un facteur de trouble et d'incertitudes pour le pouvoir bourgeois, qui n'est en rien menacé par la classe ouvrière. C'est pourquoi Le Pen réclame aujourd'hui toute étiquette extrémiste, joue aux notables, et présente un programme exempt de toute démagogie "anti-capitaliste", "anti-ploutocratique", qui caractérisait les partis fascistes. Son programme n'est essentiellement qu'une version, à peine accentuée, du programme libéral qui est devenu commun au PS comme à la droite.

La dénonciation du FN comme parti fasciste est essentiellement une opération politique, qui au delà de ses objectifs électoralistes, a pour but d'innocenter le PS et les autres partis bourgeois, et surtout de faire adhérer le prolétariat à la défense de l'ordre capitaliste dit "La Démocratie". C'est une opération anti-prolétarienne qui doit être dénoncée en tant que telle. Aux travailleurs et aux jeunes qui sont sincèrement indignés par ce que dit Le Pen, nous devons expliquer que Le Pen se contente seulement d'exprimer un peu plus fort que les autres les tendances fondamentales du système capitaliste à l'heure actuelle: tendances à une pression accrue sur la

classe ouvrière, à une division accrue de celle-ci par le racisme, le nationalisme, à un renforcement des côtés répressifs de l'Etat, ce que nous avons appelé le **blindage de la démocratie**.

Notre dénonciation des campagnes anti-fascistes actuelles ne doit pas être comprise comme une invitation à l'inaction et à la passivité, mais comme un appel à se rendre compte que **l'ennemi c'est l'Etat bourgeois**, et qu'il ne faut pas défendre la société capitaliste, mais se préparer à lutter pour la renverser, comme un appel à répondre à **l'offensive capitaliste, menée par toutes les forces bourgeoises**, non sur le terrain démocratique ou électoral, mais sur le terrain de **la lutte de classe**, mais par delà toutes les divisions nationales, de races ou autres. La montée des partis d'extrême droite est sans aucun doute un indice important sur notre thermomètre social: il évoque la réalité de **demain**, le passage à des formes de plus en plus brutales de la dictature du capital; en ce sens l'avenir appartient à Le Pen.

Cet avenir, il faut savoir le regarder en face, sans regretter le "bon temps" où la prospérité économique permettait d'assurer un bon fonctionnement, gentil et humain, aux démocraties impérialistes, "bon temps" que les masses exploitées des pays dominés ont largement payé. Il faut le regarder en face dès aujourd'hui de façon à pouvoir le préparer, car ce sera la période des grands affrontements de classe, la période de l'alternative à ce moment là réelle, **fascisme ou révolution, dictature du prolétariat ou dictature totalitaire de la bourgeoisie**.

Ce sera le moment où la température sociale atteindra le point d'ébullition, où le mirage électoral aura perdu tout son éclat: et il faudra alors que le prolétariat sache avec le maximum de clarté ce qu'il a à faire, s'il ne veut pas être à nouveau battu par la bourgeoisie "démocratique" ou "fasciste".

## Avec la désagrégation de l'URSS, un nouveau partage du monde est commencé

( Suite de la page 1 )

capitalisme (capitalisme privé, petite production, libéralisme économique, pluripartisme, etc.)?

Certes les effets de la crise qui ravage l'ex-URSS n'ont pas été provoqués par une guerre mondiale; mais c'est une guerre économique de grande ampleur qui a abattu une machine étatique dont la force reposait sur la production, la recherche, le développement d'une industrie de guerre indispensable à un Etat qui devait conserver sa zone d'influence attribuée lors du partage impérialiste à la fin de la dernière guerre, et qui entendait jouer un rôle de puissance mondiale.

Il ne s'agit donc pas d'une "reconstruction d'après-guerre", mais d'une "restructuration", d'une "péréstroïka"; d'une phase qui n'est pas moins riche de lourdes contradictions et de bénéfices pour le capitalisme, qu'une phase d'après-guerre. L'économie de cet immense territoire ne pourra évidemment pas connaître les bénéfices du "rajeunissement" que connurent à l'issue de la dernière guerre les pays impérialistes, vainqueurs ou vaincus. Cependant la terrible secousse infligée par la crise à l'ex-URSS et à ses anciens alliés les a repoussés en arrière, a redonné vie à des contre-tendances, à des poussées centrifuges, à des formes non plus centralisées et super-concentrées mais décentralisées, privées et non-étatiques, à un pullulement de la petite production, surtout dans l'agriculture et dans les services dans les villes. Et il ne s'agit pas seulement de la sphère économique, mais de la forme même et de l'étendue de l'Etat, tout particulièrement sur le territoire de l'ex-Union soviétique où ont surgi des Etats "souverains" à la recherche anxieuse d'alliances et de stabilité interne et externe pour remplacer le pouvoir central supranational de Moscou.

Gorbatchev et d'autres dirigeants du PCUS et de l'appareil d'Etat se sont faits les représentants de ce **retour en arrière** par rapport au degré de développement atteint par les forces productives en URSS - retour en arrière que la propagande bourgeoise occidentale salue comme un "pas en avant".

Sont en fait considérés comme un "pas en avant" par cette fraction de la classe dominante qui a tout à gagner du passage

de "l'économie planifiée" à "l'économie de marché": les nouveaux millionnaires, les requins des bourses, les spéculateurs, les "coopérateurs" et autres boutiquiers enfin libres de tout contrôle sur les prix, les petits producteurs des campagnes ou des villes, mais aussi les grands patrons capables de réussir des affaires avec les sociétés étrangères.

Mais ces changements sont dénoncés comme un "pas en arrière" par les couches bourgeoises les plus liées à l'industrialisme d'Etat, à l'économie dite planifiée, au fameux "complexe militaro-industriel"; ce sont ces secteurs qui ont poussé au coup d'Etat du mois d'août pour tenter de s'opposer aux conséquences les plus destructrices de la crise du capitalisme soviétique, et qui alimentent aujourd'hui la poussée des mouvements "patriotiques" et "néo-staliniens".

L'économie de marché, la libéralisation de l'économie, ne pourront résoudre la crise qu'en jetant les bases de crises futures encore plus graves: le mode de production capitaliste ne peut en effet échapper aux crises périodiques qui le frappent. Marx et Engels l'expliquaient dans le "Manifeste communiste": **"le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées en son sein. -Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir."**

De même que le capitalisme mondial surmonta la grande crise de 1929-32 en préparant les conditions de la guerre mondiale, de même le capitalisme mondial ne surmontera la crise actuelle qu'en accumulant les facteurs qui mèneront à une future guerre mondiale, si la révolution prolétarienne n'éclate pas.

Face à l'approfondissement continu de la crise, il était de l'intérêt général de la bourgeoisie mondiale de maintenir intacte la structure étatique soviétique sur ce gigantesque territoire qui va de l'Europe aux frontières de la Chine et aux rives du Japon; mais cette structure étatique unitaire finalement a été emportée dans la débacle éco-

nomique. Les ressources de l'Etat, confronté par ailleurs aux pressantes revendications salariales d'une classe ouvrière dont la grève des mineurs avait montré la force, sont devenues dramatiquement insuffisantes pour assurer les investissements et le subventionnement d'un appareil industriel non compétitif sur le marché mondial. Tout cela a contribué à balayer les couches dirigeantes "conservatrices" attachées à la défense de privilèges des structures administratives qui contrôlaient ce territoire et remplissaient une fonction contre-révolutionnaire anti-prolétarienne avec l'assentiment et l'appui des bourgeoisies, mêmes "ennemies".

Les grands Etats ont dû se rendre compte du caractère inévitable de la désagrégation de l'URSS; et il s'est agi alors pour eux d'éviter ou de limiter au maximum les conséquences déstabilisatrices de cette désagrégation, que ce soient des vagues d'immigrants, la perte de contrôle sur les armements nucléaires ou le non-paiement de la dette extérieure de l'ancienne Union.

Mieux vaut, pour les impérialistes occidentaux, une scission "contrôlée" du pays en Etats indépendants, qu'un maintien à tout prix de l'URSS. Le problème fondamental n'est pas l'alternative droite de l'homme ou totalitarisme, démocratie ou militarisme; il est de ne pas déclencher sur le vaste continent euro-asiatique une guerre, qui, inévitablement, entraînerait dans son tourbillon les grands Etats impérialistes du monde.

Il ne s'agirait plus alors d'une réédition de la petite guerre à grand spectacle contre l'Irak, ou d'une opération "casques bleus" comme en Yougoslavie. Il s'agirait alors d'une gigantesque opération de police sur des fronts immenses, avec d'inévitables massacres, l'utilisation des armes les plus destructrices, nucléaires y compris, qui ne pourrait que dégénérer en un affrontement mondial. Et aucun grand Etat n'est aujourd'hui prêt, ni n'a intérêt, à une guerre d'une telle ampleur, ouvrant la période de la troisième guerre mondiale.

Mieux vaut donc l'éclatement en Etats indépendants, malgré toutes les difficultés que cela entraîne, malgré tous les risques d'instabilité que cela provoque au flanc oriental de l'Europe et au voisinage du Moyen-Orient.

La crise qui a frappé l'Union Soviétique et les pays de l'Est, et dont les effets destructeurs sont déjà allés jusqu'au démantèlement de l'URSS et de la Yougoslavie, est une crise typique du mode de production capitaliste. Les conditions "particulières" de l'URSS, et au premier plan l'extrême pesanteur de son appareil administrato-étatique, découlent de la double exigence qui a marqué son édification: la nécessité, en l'absence de bourgeois, de réaliser l'accumulation et le développement du capitalisme par l'intermédiaire de l'Etat, et la nécessité de défendre la société bourgeoise - en URSS et dans le monde - contre le péril représenté par la classe ouvrière russe. Ces traits "bureaucratiques" n'ont fait qu'empirer et aggraver finalement une crise que l'URSS avait pu contenir et repousser pendant des années: les économistes soviétiques reconnaissent maintenant sans fard que l'Union soviétique souffrait d'une crise larvée depuis le milieu des années 70, depuis la crise générale du capitalisme international en 1975.

De la désagrégation de l'URSS, de la vague de libéralisation économique et politique dans les nouvelles Républiques, nous n'en concluons pas que ce serait la preuve d'un processus de "décomposition" que connaîtrait le capitalisme dans la période actuelle.

En réalité les rivalités et les oppositions nationales qui existaient, masquées, dans cet Etat multi-national où de vastes populations étaient soumises aux arbitrages "d'arrogants grand-russes" (comme Lénine à la fin de sa vie qualifiait Staline et ses partisans) et où les centres locaux d'accumulation capitaliste étaient depuis longtemps employés à ruser avec la tutelle moscovite, ne pouvaient pas ne pas se manifester avec virulence dès lors que se relâchait l'autorité centrale.

La superstructure bourgeoise qui a pu vaincre la dictature prolétarienne et qui a en même temps assuré le développement du capitalisme national soviétique a cédé sous la pression de ce développement lui-même et des crises qui l'ont rythmé: crises agricoles d'abord, caractéristiques de **l'industrialisme d'Etat** qui sacrifie toujours l'agriculture, et crise d'un appareil industriel vieilli et devenu trop coûteux par rapport à la concurrence internationale dont la pression ne pouvait plus être repoussée par un rideau de fer.

## Avec la désagrégation de l'URSS ...

En effet si le marché soviétique intérieur restait pratiquement fermé à la concurrence étrangère, il n'en allait pas de même pour les quelques marchandises vendues par l'URSS sur le marché mondial (du pétrole aux armes et conseillers militaires) dont l'importance était vitale car leur vente servait à acheter le blé pour nourrir la population, les machines modernes indispensables au fonctionnement du capitalisme soviétique et à garantir le financement de la dette extérieure.

L'Etat prolétarien né d'octobre 17, véritable union révolutionnaire opposée à toute annexion et à toute oppression, a été brisé par la contre-révolution stalinienne. Il a été remplacé par un Etat bourgeois au terme d'une longue et sanglante lutte à mort entre le prolétariat russe et international d'un côté et de l'autre la nouvelle classe dominante russe et les bourgeoisies du monde entier. La vieille garde bolchévique fut massacrée, le programme, la théorie, les traditions du communisme et de la révolution prolétarienne furent falsifiés de fond en comble pour servir les intérêts du capitalisme soviétique et pour écraser la classe ouvrière; les ouvriers chinois furent livrés aux bourreaux du Kuomintang, les luttes des prolétaires occidentaux trahies sans vergogne. Le pouvoir qui continuait à se camoufler sous l'appellation "socialiste" flirtait tantôt avec le vieux brigand anglais, tantôt avec la France usurière et colonialiste, tantôt avec l'Allemagne nazie, tantôt avec le super-capitalisme américain; et il poussait le prolétariat mondial les yeux bandés vers la boucherie de la guerre mondiale.

En échange, les classes dominantes soviétiques nichées dans les institutions de l'Etat reçurent l'aide et le soutien des grands brigands - plus raffinés, mais non moins brutaux - de l'Occident afin qu'elles maintiennent leur contrôle sur le prolétariat de Russie et conjurent le spectre de la révolution mondiale.

Le capitalisme comme mode de production et comme régime politique et social a pu s'assurer des "vingtaines d'années" de survie grâce à deux événements historiques majeurs défavorables au prolétariat et à la révolution communiste: un, la défaite de la révolution bolchévique et donc de la révolution mondiale; deux, le fait que la guerre de 39-45 se soit déroulée jusqu'à son terme, sans que le prolétariat ait pu l'interrompre, et que la plus grande concentration capitaliste mondiale, les Etats-Unis, en sorte renforcée.

Si la bourgeoisie soviétique a pu régner pendant plus de soixante ans sans devoir affronter de nouveau le mouvement prolétarien révolutionnaire, elle le doit essentiellement à la force de résistance du capitalisme mondial aux crises qui l'ont secoué, de la crise initiée en 1929, à la crise de la guerre mondiale et aux crises d'après-guerre. Mais elle doit aussi à l'impérialisme mondial (dont elle fait partie intégrante depuis une cinquantaine d'années) et à ses crises, comme à l'écart impossible à combler entre le niveau de son économie et celui des pays les plus développés, le fait de ne plus être en mesure de maintenir sa domination, d'abord sur ses satellites, puis même sur l'ensemble de son territoire.

La superstructure étatique de contrôle supranational centralisé a cédé et s'est écroulée.

Ce n'est pas le communisme qui s'est écroulé, car le communisme n'a jamais existé en URSS, ni dans aucun des pays fausement appelés "socialistes", comme notre courant n'a cessé de le démontrer.

Mais ce n'est pas non plus le capitalisme qui s'est écroulé: l'infrastructure de la société, les rapports de production (le salariat, la production marchande, les classes) ne s'effondrent pas quand change la configuration politique de l'Etat, quand se modifient les formes juridiques de propriété (nationalisations, dénationalisations), quand se multiplient les faillites d'entreprises, quand l'inflation fait rage et que la monnaie nationale est abandonnée au profit du dollar ou du mark.

De plus l'écroulement de cette superstructure impérialiste particulière ne signifie pas la disparition de l'impérialisme sur cette partie de la planète; ce qui va apparaître, ce qui apparaît déjà, ce sont de nouveaux impérialismes russes, ukrainiens, redimensionnés selon le poids des différents capitalismes nationaux qui luttent pour sortir de la crise.

### LE SEUL PAS EN AVANT DANS L'HISTOIRE

Le prolétariat mondial a lui aussi été repoussé en arrière de vingtaines d'années; aujourd'hui, dans sa résistance aux conditions de travail bestiales, aux ravages du chômage, à l'exploitation capitaliste intensive, le prolétariat mondial se retrouve au niveau des premiers balbutiements de son mouvement de classe: non seulement son parti révolutionnaire, mais même ses organisations de défense immédiate, ses syndicats de classe, ont été détruits. Et cela n'a pas été causé seulement par les immenses méfaits de "l'opportunisme", c'est-à-dire la théorie et la pratique de la collaboration entre les classes (au nom de la démocratie, du nationalisme, de la "supériorité" raciale ou de la solidarité confessionnelle). Le point important est que la bourgeoisie, surtout

dans les pays les plus industrialisés, a pu grâce à la longue phase d'expansion économique, accorder des améliorations continues de la condition prolétarienne. Il ne s'agissait que de miettes de la croissance, mais ces miettes ont permis la constitution de vastes couches d'aristocratie ouvrière qui ont rempli la double fonction de diffuser dans la classe la croyance dans les possibilités de promotion sociale, la confiance dans les mécanismes démocratiques et la légalité bourgeoise; et de s'opposer aux moindres tentatives de luttes et d'organisation indépendantes des appareils réformistes de collaboration des classes.

Et ce phénomène a existé également, en URSS et dans les pays de l'Est, quoique avec des aspects particuliers: le mouvement "Stakhanov" (du nom de cet ouvrier qui, selon la propagande, battait tous les records de production), consciemment organisé dans ce but en était la première manifestation à l'époque de Staline. De petits "privileges", des "garanties", des primes, des faveurs sont le moyen utilisés dans tous les pays pour créer une couche d'ouvriers dociles et disciplinés, pour lier autant que faire se peut une partie de la classe à l'ordre bourgeois. Une aristocratie ouvrière s'était donc créée en URSS et dans les pays de l'Est, en particulier autour des structures de base des syndicats et du parti. Confrontée aux menaces de la crise, cette couche a été aux avant-postes du soutien aux démocrates et a orienté les premières organisations ouvrières vers le libéralisme, "l'autonomie comptable" des entreprises dans l'espoir de voir celles-ci prospérer après la rupture d'avec les accapareurs du "centre". Dans d'autres cas, elle s'est jointe aux nationalistes réactionnaires par peur de la concurrence des prolétaires d'autres nationalités.

Les conditions de la reprise du mouvement de classe seront très difficiles dans les Républiques de l'ex-URSS. Nul autre que Eltsin avait promis au prolétariat pour le futur proche "du sang et des larmes".

Les anti-corps de classe que le prolétariat russe avait acquis tout au long de sa glorieuse histoire révolutionnaire ont été éliminés peut-être autant par l'union nationale lors de la guerre et par l'amélioration de ses conditions de vie (grâce aussi aux miettes de l'exploitation impérialiste des pays vassaux) après la guerre, que par la répression contre-révolutionnaire proprement dite. Quant aux enseignements de ses anciennes batailles de classe, défigurés par l'idéologie officielle, ils lui sont devenus totalement étrangers, s'ils ne lui sont pas devenus, de même qu'un "marxisme-léninisme" momifié, carrément odieux.

Mais cette immense victoire bourgeoise, répétée dans tous les pays du monde, ne pouvait marquer la fin des conflits sociaux, la fin des conflits entre les classes.

Elle ne pouvait se transformer véritablement en une paix sociale, en une harmonie entre les hommes et entre les hommes et la nature. L'immense gaspillage de ressources et de richesses sociales dont le capitalisme est le vrai responsable, la destruction systématique des conditions de vie sur cette planète, ne pourront être arrêtés et définitivement surmontés qu'avec la révolution prolétarienne; c'est-à-dire non par l'écroulement spontané et sans effort du capitalisme, mais par le renversement violent de toutes les superstructures étatiques et politiques érigées par la bourgeoisie pour défendre le mode de production capitaliste.

L'ennemi du prolétariat et des générations futures de l'humanité, n'est pas seulement la guerre avec tous ses massacres et toutes ses destructions; c'est aussi la paix bourgeoise, la détente, la collaboration internationale.

"Nouvel ordre mondial", voilà la bannière hissée par tous les pouvoirs bourgeois; mais elle ne signifie rien d'autre que le fait qu'un nouveau repartage impérialiste du monde est en acte, est déjà commencé, dans le partage des marchés comme dans celui des "zones d'influence". Et les prolétaires sont l'objet de ce partage, comme tout autre marchandise.

Pour ne plus être une marchandise, l'être humain doit rejoindre la tradition révolutionnaire de classe que le prolétariat - l'esclave salarié moderne - a dans le passé exprimé et à laquelle il reviendra inévitablement.

Retourner au passé révolutionnaire sera pour le prolétariat - et à travers lui, pour tout le genre humain - non un retour en arrière, mais constituera l'unique et véritable pas en avant de l'histoire.

(1) Cet ouvrage disponible à notre adresse est le recueil d'une longue série d'articles de 1955-57 consacrés à la "question russe". cf. p.373.

(2) *ibid.*, p. 385-86

### CORRESPONDANCE:

**POUR LA FRANCE** : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

**POUR LA SUISSE** : Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne

**POUR L'ITALIE** : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

# Le pas en arrière du capitalisme russe

Le développement du capitalisme en tant que mode de production engendre des superstructures qui en gèrent les crises; à l'époque impérialiste, à l'époque du plus grand progrès économique et technologique, le développement de la société bourgeoise se résume au développement des crises qui ont pour théâtre la planète entière, que ce soient des crises financières, économiques ou militaires.

La poussée vers la concentration économique et financière, vers le monopole, typique de l'époque impérialiste, ne peut éliminer la concurrence ni surmonter les contradictions du capitalisme; cela signifie que les formes de production et les formes sociales du capitalisme "ancien" ne peuvent disparaître parce qu'elles font partie intégrante du capitalisme. A chaque crise profonde du système économique elles réapparaissent avec un ampleur notable. Ce fait ne vaut pas seulement pour les pays capitalistes faibles, mais également pour les pays au plus grand développement impérialiste.

Notre texte "Struttura..."(1) explique que la fin de la deuxième guerre mondiale "provoqua une nouvelle fois la détente diagnostiquée par Lénine, et la réapparition du vieux capitalisme sous sa superstructure. Les preuves ne se trouvent pas seulement dans la prolifération de formes économiques impures et inférieures dans les années de guerre et d'immédiat après-guerre (et cela pour tous les pays-NdlR), mais dans des faits économiques de bien plus grande importance, comme la nouvelle orientation "anti-trust" en Amérique, qui conserve encore aujourd'hui la forme d'obligations légales; ou la trame de type libéro-concurrentiel qui fut à la base de l'impérialisme reprise économique en Allemagne, et pas seulement là (...). L'Angleterre ne fait pas exception, malgré l'épisode de ses "nationalisations industrielles", car elle va désormais se conformer à la consigne de libéralisation internationale des marchés et des fonds monétaires, bien que cela ne peut que conduire aux mêmes crises générales".

Les petits producteurs et les grands fricoteurs, les requins de la bourse et les trafiquants du marché noir, les nouveaux riches et les anciens milliardaires, les banquiers et les usuriers, les petits et les grands patrons, les négriers et les syndicalistes, tous existent dans la société bourgeoise moderne, prêts à profiter pour leur propre compte de toute occasion de crise, car tous ces parasites sociaux vivent du mode de production capitaliste, donc vivent de l'exploitation du travail salarié.

Par ailleurs, continue "Struttura...", "le vieux capitalisme a déjà accompli toute son oeuvre d'amélioration du rendement social du travail, quand il est arrivé à la grande industrie mécanique. Le monopolisme ne fait faire aucun nouveau pas à cette structure technique, mais il y superpose une nouvelle forme socio-politique: le cartel patronal de classe, le poids de l'Etat politique dans la gestion de la production (et le poids de l'Etat-patron sur la production en général - NdlR), la domination de la production, la domination du capital financier sur le capital industriel. La nouvelle superstructure consiste en cette forme parasitaire: la structure de base reste la même, et la théorie de sa condamnation était déjà achevée. Mais s'il arrive un moment où tout s'effondre et où on retombe dans les formes à bas rendement de l'économie de pacotille, le "vieux" capitalisme a bien raison de ressurgir: en substance il a retrouvé un droit à la vie"(2).

Et en URSS le moment est arrivé où tout s'est effondré et est retombé dans l'économie de pacotille. Le vieux capitalisme a retrouvé droit à la vie: la superstructure supranationale, centralisée et totalitaire héritée du stalinisme s'est effondrée, s'est décomposée, mettant à nu les formes "antérieures" de production et sociale du capitalisme, d'un capitalisme absolument pas disparu ou décomposé.

### LE CAPITALISME EST LA STRUCTURE L'IMPERIALISME, LA SUPERSTRUCTURE

Cela a toujours été une erreur de concevoir l'impérialisme comme quelque chose de compact, fortement homogène, indestructible. Les vieilles conceptions à la Kautsky soutenaient la thèse de "l'ultra-impérialisme": la possibilité d'une machine économique-financière et politico-étatique élaborée par les bourgeoisies choisissant de s'unir plutôt que de se combattre; cet ultra-impérialisme pourrait apporter une solution définitive aux contradictions, aux crises, aux guerres. D'autres conceptions, à la Boukharine, soutenaient que le capitalisme était désormais arrivé à un impérialisme "intégral" dans lequel le capital financier monopolistique avait en mains tous les leviers du pouvoir et avait éliminé la libre concurrence.

Lénine, toujours fidèle à la doctrine marxiste, remet les choses à leur place, en revenant à l'ABC du capitalisme:

"Défendre le point de vue qu'il y a un impérialisme intégral sans ancien capitalisme,

c'est prendre ses désirs pour des réalités.

C'est là une erreur naturelle dans laquelle il est aisé de tomber. Si nous avions affaire à un impérialisme intégral qui eût profondément transformé le capitalisme, notre tâche serait cent mille fois plus facile. Nous aurions un système où tout serait soumis au seul capital financier. Nous n'aurions plus qu'à supprimer le sommet et à remettre le reste au prolétariat. Ce serait infiniment agréable, mais la réalité est tout autre. Son développement est tel que nous devons agir autrement. L'impérialisme est une superstructure du capitalisme. Quand il s'écroule, le sommet s'effondre et les fondations sont mises à nu"(3).

### LE MARXISME EST POUR LA CENTRALISATION, CONTRE LA FRAGMENTATION

Pour les marxistes, plus le pouvoir politique et économique bourgeois est centralisé et concentré, plus sont éliminés le localisme et la fragmentation, et plus facile sera la tâche de la dictature du prolétariat. Cela ne signifie évidemment pas le soutien au fascisme contre la démocratie, à l'unité nationale contre le régionalisme, au centralisme d'Etat contre la décentralisation, à l'industrie d'Etat contre l'entreprise privée. En particulier la position marxiste correcte est tout à fait étrangère à la revendication des "nationalisations", c'est-à-dire du monopole d'Etat contre les cartels du capitalisme privé.

Le facteur primordial pour pouvoir arriver à la victoire révolutionnaire et à la dictature prolétarienne est en effet l'indépendance de classe du prolétariat; et cette indépendance, donc la capacité du prolétariat à agir pour son propre compte, est irrémédiablement perdue dès lors qu'il s'est engagé dans le soutien à une fraction de la bourgeoisie ou à une forme du capitalisme.

Le prolétariat doit lutter contre toutes les manifestations et toutes les formes du pouvoir politico-économique de la classe bourgeoise, qu'il s'agisse du fascisme, de la démocratie, du confessionnalisme, d'un pays riche ou d'un pays pauvre, d'un pays agresseur ou d'un pays agressé. Il lui faut repousser les suggestions insidieuses mais mortelles, comme cent exemples historiques l'ont démontré, selon lesquelles une alliance "tactique" et "temporaire" avec certains bourgeois est possible et nécessaire: avec les bourgeois démocrates contre les bourgeois fascistes, avec les bourgeois laïques contre les religieux, avec les bourgeois "dominés" contre les impérialistes, avec les bourgeois attaqués contre les agresseurs. A la fin du compte, dans toutes ces alliances interclassistes, c'est le prolétariat qui est battu, et la bourgeoisie qui est victorieuse.

Il n'en reste pas moins qu'il sera sans aucun doute moins pénible et moins difficile d'exercer le pouvoir révolutionnaire dans un grand pays développé comme par exemple les Etats-Unis que dans des pays comme la Chine, le Pérou ou l'Algérie, c'est-à-dire des pays où le plus faible degré de maturation économique-sociale rendrait les tâches économiques de la dictature du prolétariat beaucoup plus compliquées.

Et cela, même si, comme Lénine le soulignait souvent, prendre le pouvoir à Washington ou à Berlin est beaucoup plus difficile que de le prendre dans un pays peu développé comme la Russie. La difficulté ne réside pas dans la plus grande férocité ou dans les forces militaires plus importantes des grands Etats impérialistes, mais dans leur plus grande solidité économique, dans la plus grande résistance matérielle de la structure capitaliste de ces pays. Plus la structure économique est développée et puissante, et plus stable est le pouvoir de la bourgeoisie, plus grande est sa capacité à résister aux violentes contradictions qui naissent au sein de cette structure et donc plus grande est sa capacité à émusser la lutte révolutionnaire. La révolution sera plus difficile à commencer dans les grands pays occidentaux, disait Lénine, car la coque protectrice qui protège le pouvoir bourgeois

( Suite en page 4 )

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 . Directeur - gérant : Dessus. Versements: timbres poste, mandat ou chèque à l'ordre de : Dessus. Abonnement au prolétaire: 50 FF / 200FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. "Programme Communiste" (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et CDN: \$ 4 / 450 Pts . Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et CDN: us\$ 35. "Il Comunista", le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. "El Programa Comunista", le numéro: 400 Pts / 250 Ecs. / America latina: US \$ 0,5 / USA et CDN: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et CDN: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. IMPRIME PAR NOS SOINS

# Le pas en arrière du capitalisme russe

(Suite de la page 3)

est incomparablement plus résistante; mais une fois commencée, elle ira très vite beaucoup plus loin qu'en Russie car les conditions socio-économiques y sont bien plus mûres pour le socialisme.

Cependant, affirme-t-il en 1919 "Les révolutions de l'Europe occidentale s'accompliront peut-être avec moins de heurts; mais il faudra cependant de longues, de très longues années pour réorganiser le monde, la plupart des pays. Et cela veut dire que dans période de transition où nous sommes (en Russie - NdIR), nous ne sortirons pas de cette réalité composite. Cette réalité, formée d'éléments très divers, ne saurait être écartée, si peu élégante soit-elle"(4).

La vision de Lénine porte loin, comme toujours: la révolution prolétarienne a comme objectif le monde entier, car c'est le monde entier qui doit être transformé et réorganisé du point de vue économique et social pour assurer la victoire du communisme. Et la réalité qu'il faut voir en face est que le capitalisme mondial, aujourd'hui encore, est fait de "développement inégal", de pays ultra-"développés" et de pays "sous-développés" du point de vue capitaliste, de grandes puissances qui dominent le monde et de pays où subsistent de vastes secteurs de production pré-capitaliste.

Mais les difficultés rencontrées par les révolutionnaires prolétariens. Ce serait les véritables révolutionnaires. Ce serait tomber dans l'opportunisme social-pacifiste et réformiste que de soutenir qu'il faille attendre que chaque pays ait parcouru tout le cycle capitaliste et soit arrivé à un niveau "suffisant" de développement avant de décréter que la révolution prolétarienne y est justifiée. C'est avec cette position que Plékhanov et les menchéviques russes se rangèrent du côté de la bourgeoisie contre la révolution d'Octobre, "prématurée" et "injustifiée" selon eux.

## LES CRISES REPOUSSENT LE CAPITALISME VERS DES FORMES PLUS PRIMITIVES

Nous avons dit que la crise, pour les pays considérés comme pour le marché mondial est "bénéfique" pour le capitalisme: non au point de vue du développement technologique ou scientifique de l'appareil économique, non au point de vue des intérêts des classes salariées bien sûr, mais pas non

plus au point de vue des capitalistes individuels ou de fractions bourgeoises qui sombrent dans la faillite; les effets bénéfiques de la purge brutale constituée par la crise se font sentir au niveau général de la survie du mode de production capitaliste, qui est en quelque sorte "rajeuni". Schématiquement, un âge avancé correspond à un plus grand degré d'étatisation de l'économie alors que le libéralisme économique est caractéristique des phases antérieures: "Si notre vision de l'histoire est correcte lorsqu'elle définit une certaine période de vie à toutes les formes classiques de production, le retour du capitalisme à des phases d'un âge plus jeune équivaut à l'acquisition de la probabilité d'une plus longue vie, ce qui est un net succès anti-révolutionnaire", indique "Struttura..."(5).

Il ne faut pas oublier la distinction entre capitalisme et impérialisme. "Il n'y a jamais eu d'impérialisme pur, sans base capitaliste, il n'y en a jamais eu, il n'y en a nulle part et il n'y en aura jamais", soutient sans équivoque Lénine(6). L'impérialisme n'est pas un mode de production, mais une superstructure sociale; le mode de production est le capitalisme, qui engendre au cours de son développement une superstructure appelée à son dernier stade "impérialisme".

"Durant l'étape impérialiste - lisons-nous dans "Struttura..." - le capitalisme reste le même dans sa "structure" essentielle, qui n'est pas remplacée par une autre différente, mais engendre une superstructure sociale.

Celle-ci consiste dans des coalitions entre entrepreneurs capitalistes, entre capitalistes financiers, entre banquiers, dans l'union la plus étroite entre ces forces unitaires de classe et l'Etat politique, ou, mieux, dans une union plus évidente qui évolue vers le militarisme, l'occupation des colonies (faits déjà historiquement présents dès les débuts du capitalisme), vers les formes les plus rigoureuses du pouvoir politique et vers la (non nouvelle) dictature politique du capital la plus ouverte".

Le capitalisme, c'est-à-dire le mode de production, la structure économique et sociale de la société bourgeoise, ne "s'effondre" ni ne se "décompose" lors des graves crises économiques où à l'occasion des destructions provoquées par les grandes guerres; c'est la superstructure, le régime politique, qui peuvent s'écrouler et qui "demandent" à être rénovés ou restructurés.

Dans la Russie d'après la révolution, l'impérialisme en tant que superstructure s'était effondré; mais cet effondrement fait réapparaître des formes plus "anciennes", plus "primitives" de la production capitaliste, alors même que le pouvoir politique est alors entre les mains du prolétariat. Lénine rappelle la position marxiste correcte du processus révolutionnaire: d'abord la conquête du pouvoir politique, la destruction de l'Etat et du pouvoir politique bourgeois, ensuite et seulement ensuite, grâce à ce pouvoir politique il est possible d'intervenir dans la structure économique capitaliste, selon des rythmes et une vitesse déterminés non par la volonté des dirigeants révolutionnaires, mais par le niveau économique du pays et surtout par les succès de la guerre de classe et de la révolution mondiale.

"Aujourd'hui en Russie, affirme Lénine, nous subissons les conséquences de la guerre impérialiste et nous sommes au début de la dictature du prolétariat. En même temps, dans diverses régions de la Russie qui se sont trouvées plus que précédemment coupées les unes des autres, nous assistons à la renaissance du capitalisme, à l'évolution de sa première phase. Nous n'y échapperons pas.

(...)Nous vivons à une époque où resuscitent divers phénomènes capitalistes, fondamentaux, les plus élémentaires. Considérez par exemple la faillite des transports (...). On l'observe aussi dans d'autres pays, même dans les pays victorieux. Et que signifie-t-elle dans un système impérialiste? Le retour aux formes les plus rudimentaires de la production marchande". Les trafiquants du marché noir sont réapparus, dit encore Lénine, jusque dans les pays les plus développés: le capitalisme le plus concentré, le plus développé, est obligé par la crise née de la guerre à revenir en arrière, à "rajeunir", mais il s'agit toujours de capitalisme. Lénine continue, en réplique à Boukharine qui soutient que le programme du parti ne doit pas contenir l'analyse du vieux capitalisme du début du siècle, mais l'analyse du capitalisme impérialiste moderne:

"Le capitalisme que nous avons dépeint en 1903 subsiste en 1919 dans la République prolétarienne des Soviets, précisément par suite de la décomposition de l'impérialisme, de sa faillite": décomposition donc de l'impérialisme, pas du capitalisme.

En paraphrasant Lénine, nous pouvons

dire qu'aujourd'hui sur tout le territoire de l'ex-Union Soviétique et de ses satellites, se font sentir les conséquences de la guerre économique entre les grandes puissances capitalistes, de la crise économique mondiale qui, depuis 1974-75 s'intensifie à chaque récession. Les pays les plus faibles, à la structure économique la moins puissante, en ont subi les effets de plein fouet: ce sont les pays pudiquement dits "en voie de développement" pour qui les experts parlent maintenant de la "décennie de développement perdue". Mais l'Union Soviétique et ses satellites, qui se croyaient peut-être à l'abri derrière le rideau de fer ou le Mur protégeant le "camp socialiste", ont fini par ne plus pouvoir résister à la crise économique et à ses effets destructeurs, y compris sur le plan politique.

La faillite économique a laissé apparaître aux yeux des plus aveugles la structure capitaliste de la société, avec la réapparition de formes plus "jeunes", plus "primitives" du capitalisme: trafiquants du marché noir, commerçants ou entrepreneurs sans foi ni loi, "capitalisme sauvage" - comme se lamentent les conseillers du grand capital mondial et les investisseurs étrangers.

En l'absence du prolétariat organisé en parti politique de classe, capable donc de mettre à profit cette situation de crise économique et politique pour se lancer à l'assaut de l'ordre bourgeois, c'est le mode de production capitaliste qui ne pourra manquer de tirer le bénéfice anti-révolutionnaire de la crise, celui d'une période supplémentaire de vie, d'un nouvel éloignement dans le temps de la révolution communiste mondiale.

Voilà quel est l'enjeu historique que pose, et posera de plus en plus, la crise mondiale du capitalisme, dont la crise du capitalisme soviétique n'est qu'un des aspects et qu'une des premières manifestations.

(1)"Struttura economica e sociale della Russia d'oggi", p.386-87.

(2) "Struttura...", ibid., p.382-83.

(3) Lénine, "Rapport sur le programme du parti, 19 mars" au VIII congrès du PC(b)R. Oeuvres, tome 29, p.166.

(4) ibidem.

(5)"Struttura...", p.386.

(6) Lénine, op. cit. p.163. Toutes les autres citations de Lénine sont tirées de ce texte.

# Les partis "de gauche" en Russie

L'ancien parti unique du capitalisme soviétique, le Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) a été dissous par son secrétaire général Gorbatchev, après avoir été suspendu par Eltsine à la suite du coup d'Etat manqué du mois d'août. Plusieurs partis se sont formés sur ses cendres, mettant l'accent tantôt sur la continuité, tantôt sur la rupture avec l'ex-parti dirigeant.

Dans la dernière période de la pérestroïka plusieurs tendances s'étaient délimitées au sein du PCUS, en opposition à l'orientation de la direction. La plus importante était la "Plate-forme démocratique", où se retrouvaient la plupart des ténors de la démocratisation et de la libéralisation.

Un courant très minoritaire s'était constitué en "Plate-forme marxiste". Cette plate-forme entendait lutter contre la tendance "bourgeoise-libérale" de la direction ainsi que contre l'opposition "conservatrice-bureaucratique"; elle estimait que "seul un mouvement démocratique, orienté vers une alternative socialiste, et marxiste par son idéologie répond aux intérêts fondamentaux de la société" (souligné dans le texte; cf "Pravda", 16/4/90). Cette plate-forme, qui faisait irrésistiblement songer à la problématique trotskyste, posait la question: "Dans quelle société vivons-nous?" et elle y répondait: "la tentative d'avancer vers la société socialiste dans les conditions intérieures et extérieures les plus défavorables, a conduit à un résultat contradictoire"; le parti bolchévique fut gagné par des "tendances caractérisées par un socialisme utopique pré-prolétarien" qui, après la mort de Lénine, entraînent une orientation dominante "dogmatique, utopique, non-scientifique" ignorant le niveau objectif de développement du pays, avec les résultats tragiques que l'on a connu pour l'URSS et le mouvement communiste international. La critique de la contre-révolution stalinienne est, on le voit, des plus originales! Bref, ce qui en résulte, selon la "Plate-forme marxiste", c'est une "société reposant sur un conglomérat historiquement instable d'éléments post-capitalistes, capitalistes d'Etat et de rapports sociaux socialistes": en un mot, un sacré brouillard!

Pour sortir de la crise, la "PFM" proposait d'aller "vers le socialisme" avec une orientation évidemment réformiste qui comprenait, entres autres, la décentralisation de l'Etat, l'autogestion, le passage à l'économie de marché, et, last but not least, la réforme du PCUS et sa démocratisation à tous les échelons.

La disparition du PCUS a débouché sur

une première recomposition du paysage politique; la "Plate-forme démocratique" a donné naissance au "Mouvement des Forces Démocratiques" et à d'autres courants libéraux bourgeois avec différentes tendances issues du PCUS. De son côté la PFM s'est divisée en plusieurs organisations, tandis que des partis de droite et d'extrême droite se sont également créés à partir de fragments du PCUS.

La "Pravda" du 6/1/92 a publié l'interview d'un "analyste politique" qui donne une appréciation intéressante des divers partis "de gauche" les plus importants de Russie. Il les classe en "sociaux-démocrates", "centre-gauche" et "communistes radicaux".

## Les sociaux-démocrates

Parmi les "sociaux-démocrates", on trouve le parti dirigé par Rutskoï, le vice-président de Russie; il s'agit du Parti Populaire de la Russie Libre (ex-Parti Démocratique des Communistes de Russie) qui a tenu son premier congrès fin octobre et qui compterait, selon ses dirigeants, plus de 100.000 membres.

Fait partie de cette même catégorie le Parti Socialiste des Travailleurs, qui a une orientation plus oppositionnelle que le PPRL. Le PST est en accord avec l'orientation définie par le projet de programme social-démocrate que Gorbatchev voulait faire adopter par le PCUS; il appelle à une union des forces de gauche "socialistes".

Le dialogue de la "Pravda" écrit à propos du PPRL (mais cela vaut aussi pour le PST): c'est un "parti classique des bureaucrates russes, du petit business et de la partie privilégiée de la classe ouvrière".

PST et PPRL se déclarent tous deux être les héritiers du PCUS, dans l'espoir évident de mettre la main sur tout ou partie des biens énormes de ce dernier.

## Le "centre-gauche"

Il y a d'abord le Parti des Travailleurs, en voie de formation, dont le comité de Moscou a été l'initiateur de la manifestation contre le gouvernement au début de l'année. La constitution de ce PT est souhaitée depuis longtemps par une grande partie des trotskystes occidentaux, toujours à la recherche d'un parti qui pourrait recommencer le "miracle" du PT brésilien. Ce PT russe est né de la fusion de plusieurs courants: le Parti Socialiste mort-né du trotskyste Kaligarsky, la tendance Buzgaline de la PFM, qui se refusait à créer un nouveau Parti Communis-

te, les anarco-syndicalistes de la KAS (Confédération Anarco-Syndicaliste), etc.; mais surtout les structures syndicales des anciens syndicats officiels de la région de Moscou qui fournissent les fonds et toute l'infrastructure technique et militante.

La "Pravda" classe aussi au centre-gauche le Parti Russe des Communistes formé à partir d'une partie de la PFM (Krutchkov) et d'autres éléments venus du PCUS. Politiquement le PRC est très proche du PT: défense de la propriété d'Etat, reconnaissance du marché, etc. Fondé à la mi-décembre, ce parti prône le "réalisme politique", le "rejet du dogmatisme et de l'illusion que le socialisme ait jamais été construit en URSS"; il met en avant un catalogue de revendications sociales en faveur des travailleurs, des retraités et pensionnés, etc ("Pravda", 17/12/91).

## Les "communistes radicaux"

Il reste enfin la catégorie des "communistes radicaux".

Dans cette catégorie se trouve "l'Union des communistes" (qu'on peut aussi traduire "Ligue des communistes") qui a succédé à "l'Initiative communiste" créé par la tendance Prigrine de la PFM. L'UC est pour le rétablissement du "pouvoir soviétique" et l'autogestion. Elle a demandé à fusionner avec le Parti Ouvrier Communiste de Russie.

Le POCR a été fondé fin novembre à Lékatérinenbourg (ex-Sverdlovsk), gros centre industriel dont Eltsine était l'ancien dirigeant, à partir du "Front Populaire Ouvrier Uni", des partisans du général Makachov (ancien candidat "conservateur" aux élections présidentielles de Russie), etc.

Le POCR résume son programme dans le mot d'ordre "soviétiser l'économie" et "les usines aux ouvriers"; les "collectifs de travailleurs" (sortes de Comités d'Entreprise élus par tous les employés de l'entreprise) doivent avoir le contrôle total des moyens de production. Il "soutiendra le mouvement communiste et ouvrier mondial et la juste lutte des peuples contre le néo-colonialisme et l'oppression sociale et nationale" ("Pravda" 3/12/91). Mais il s'oppose à la dislocation de l'URSS et selon notre politologue, il est "proche des mouvements patriotiques", c'est-à-dire des mouvements chauvins d'extrême-droite.

Enfin parmi les "communistes radicaux" on rencontre aussi le petit Parti Communiste des Bolchéviques issu de l'ex-Plate-Forme Bolchévique de la fameuse Nina Andréyeva, célèbre pour avoir lancé la première attaque

des conservateurs contre la Pérestroïka. Le PCB qui se dit ouvertement stalinien, entend lutter contre la "restauration criminelle du capitalisme", contre la désintégration de l'URSS provoquée par la "contre-révolution".

Ce rapide tour d'horizon suffit à montrer que tous ces partis n'ont en fait rien de communiste, même si dans l'énorme confusion politique qui règne inévitablement dans l'ex-Union Soviétique, ils peuvent probablement attirer des travailleurs et des militants sincèrement dévoués à leur classe.

Il existe vraisemblablement d'autres courants, qui s'efforcent de renouer avec des positions plus saines; le Parti de la Dictature du Prolétariat/Parti Marxiste Ouvrier en a peut-être donné un exemple(1). Mais ces courants, par ailleurs microscopiques, connaissent les pires difficultés pour retrouver, à travers l'amoncellement de falsifications produites par la contre-révolution, la ligne cohérente du marxisme authentique, et en tirer l'explication de la dégénérescence de la révolution et de ses causes.

C'est dire que le marxisme non adultéré, le programme communiste véritable devront être réimportés dans l'ex-URSS pour que la classe ouvrière puisse retrouver ses brillantes traditions et toute sa puissance révolutionnaire.

(1). Le PDP estimait que l'URSS était un capitalisme d'Etat et il déclarait se fonder sur la doctrine marxiste "déformée en URSS depuis des dizaines d'années"; mais il affirmait ne pas vouloir devenir un parti dirigeant, car la dictature qu'il revendiquait était celle d'une classe, pas d'un parti ("Argumenty i Fakty" n°14/1989). Ce genre de déclarations est typique des conceptions libertaires ou autogestionnaires; le marxisme démontre à l'inverse que si elle ne s'organise pas en parti, la classe ne peut vaincre dans la révolution et a fortiori maintenir sa dictature.

## Fastes de la société bourgeoises

"Bonn a renouvelé ses protestations contre l'utilisation d'armes allemandes par les turcs dans leurs opérations militaires contre le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan", peut-on lire dans le "Courrier International" no 74. Quel cynisme messieurs les démocrates. Les kalachnikovs et autres armes légères de l'ex-RDA livrées à la Turquie par la RFA ont rapporté 1,5 milliards de marks!

# SOLIDARITE AVEC JOEL LAMY !

Joël Lamy a été condamné à 6 mois de prison ferme et à 300.000 F d'amende à cause d'une altercation avec la police lors d'une action de solidarité avec les travailleurs en grève de chez Rufa - en dépit des témoignages qui l'innocentaient. La dureté de cette condamnation s'explique par l'activité militante de travailleur combattif de Joël, en particulier lors du long conflit Rufa: la Justice bourgeoise a toujours la main lourde lorsqu'elle a à faire, non à des politiciens verveux, des tueurs racistes ou des flics trop sensibles de la gâchette, mais à d'authentiques prolétaires combattifs.

La solidarité avec Joël Lamy devrait donc être un devoir pour tout travailleur conscient que sa classe ne doit pas laisser isolé face à la répression bourgeoise un prolétaire frappé pour sa participation aux luttes ouvrières. Nous appelons nos lecteurs à répondre à l'appel à la solidarité financière lancé par le comité de soutien et à manifester leur témoignage de solidarité en écrivant à Joël (voir adresses de contact ci-après).

Cette solidarité avec Joël Lamy et ce qu'il représente ne signifie pas que nous reprenons à notre compte toutes les initiatives du comité de soutien, dont certaines **dénaturent tout le sens du combat de Joël Lamy et de ses camarades** dans l'espoir, à notre avis bien fragile, d'une grâce présidentielle. Il est sûr que c'est la très grande faiblesse - pour dire le moins - des réactions de solidarité de classe qui donne un semblant de crédibilité à n'importe quelle initiative soufflée par des éléments démocrates bourgeois. C'est pour cela que nous polémiqons dans ce journal avec les maoïstes de "Voie Proletarienne", qui sont la seule force politique à avoir justifié ce genre d'attitudes.

Nous publions ci-dessous le texte de la déclaration de Joël Lamy, lue par le comité de soutien lors de la manifestation devant la maison d'arrêt, le jour de son incarcération.

**Les contributions financières de solidarité sont à faire parvenir à:**  
Joël Lamy  
Chemin du Pont-Chalan  
14210 Baron sur Odon

**La correspondance de solidarité est à faire parvenir à:**  
Joël Lamy - 14898  
Maison d'arrêt  
10 rue du Général Duparge  
14034 Caen

## DECLARATION DE JOEL LAMY, POUR LE RASSEMBLEMENT DEVANT LA MAISON D'ARRET, APRES SON INCARCERATION

Je remercie les personnes présentes dont un certain nombre viennent d'en dehors du département, qu'elles soient venues sur des positions personnelles ou émanant d'organisations.

Merci à tous ceux qui, depuis le début, nous ont permis de faire face aux énormes frais de justice et de popularisation.

Cette condamnation est la tentative de vouloir criminaliser, marginaliser, étouffer par le fric ceux qui osent lutter et veulent vaincre pour une société meilleure.

Si je suis victime de cette répression en tant que travailleur non syndiqué organisé, c'est parce que je n'ai jamais cessé de lutter et d'espérer en une autre société; ce ne sont pas les camarades de la SMN avec qui j'ai lutté de 73 à 80, de l'AFPA, de RUFA, de chez Benoist-Girard durant dix ans, qui me contrediront.

Je n'ai jamais trahi les luttes !

Chez Benoist-Girard, grâce à la résistance de plusieurs années, et la dénonciation par tracts, nous venons de remporter une petite victoire obligeant la direction à annuler son projet de modulation, les heures supplémentaires n'ayant pas non plus attiré suffisamment de personnes, la direction vient d'embaucher quatre personnes à temps complet ainsi qu'une vingtaine d'intérimaires sur plusieurs mois.

Si nous avons accepté toute modulation et la généralisation des heures supplémentaires, c'est-à-dire fait preuve de réalisme, ces emplois auraient-ils été créés ?

Si j'ai rompu avec le syndicalisme traditionnel, je n'ai rien fait de plus que la majorité des travailleurs, mais c'est en s'organisant que l'on peut lutter efficacement sans réalisme économique, sans consensus avec nos exploités.

C'est pourquoi je lutte et tente de m'organiser !

Parce que j'ai toujours refusé ce qualificatif gauchiste qui n'est qu'une vaste fumisterie pour une même politique capitaliste !

Bien sûr, je suis pour une politique de gauche au service de ceux qui sont exploités, exclus, mais pas celle que nous subissons! Je souhaite une politique nationale qui ne se fasse pas au détriment des autres peuples. Ras le bol de voir autant de gens crever de faim et de guerre pour le bien-être d'une minorité sur cette planète.

Le réalisme économique a permis au capitalisme d'accentuer l'exploitation, la répression à l'encontre de ceux qui luttent.

Cette société est sans issue, n'étant pas possible à l'échelle planétaire, c'est à nous d'ouvrir la voie à un monde meilleur.

Après le capitalisme d'Etat à l'Est, les travailleurs de l'Est doivent maintenant affronter le réalisme d'un capitalisme identique au nôtre.

Comment hier justifier les luttes contre les queues devant les magasins et les matraquages et, aujourd'hui, se taire sur des queues plus longues encore et les tirs sur les manifestants.

L'essence de ce système est la justification de ce qui l'arrange. Tantôt on condamne à l'étranger le manque de démocratie, on prône des élections libres, quand celles-ci ne basculent pas dans le camp prévu, on justifie le coup d'Etat comme en Algérie.

En Pologne, avec 40% de votants, on justifie une nouvelle dictature aux ordres de l'Ouest. Tantôt un Etat est représentatif, démocratique, avec peu de votants. Tantôt une autre, avec plus de votants, ne peut être qu'une dictature !

Tout devient justifiable, même si c'est contradictoire, ce sont les intérêts économiques qui l'emportent sur le politique.

Dans ce contexte, les ennemis ne sont pas qu'au Front National comme ont tendance à le propager certains.

Rassurez-vous, ce n'est pas la peur de Le Pen qui nous fera voter pour le moins pire. Le moins pire, nous le vivons quotidiennement et nous n'en voulons plus, le meilleur acte de civisme en dehors de toute leçon de civisme est de lutter et s'abstenir aux mascarades électorales, lutter pour un monde meilleur.

Ceux qui ont accepté le consensus et le réalisme économique doivent être mis sur la touche, seule la

lutte peut permettre de reprendre ce que nous avons perdu et subi.

Laissons les salauds s'expliquer, s'étriper, car en matière de salauds, Taple, Le Pen et les autres ne valent pas mieux: ce sont tous des bourgeois qui ne pensent qu'à faire subir l'exploitation aux opprimés.

Pour moi, comme pour un certain nombre d'entre nous, qui n'avons jamais cessé de lutter, aujourd'hui, gardons la tête haute. L'histoire avance avec ceux qui luttent, même si nous sommes touchés ce plein fouet.

La dictature a commencé pour un certain nombre d'entre nous bien avant les scores de Le Pen, licenciements, misère, répression, emprisonnements massifs, suicides sont la valse de la dictature et non d'une démocratie."

**Continuons de lutter ! Continuons d'espérer ! Osons vaincre ! Solidarité avec tous les prisonniers politiques ! Partage du travail et des richesses ! Vivement la révolution !**

## L'activisme tacticien de "V.P."

Dans le numéro 413 du "proletaire", à propos de la campagne de solidarité avec Joël Lamy, condamné à six mois de détention ferme pour avoir soit-disant amoché un flic lors de la grève de Rufa, nous avons critiqué l'initiative du comité de soutien consistant à envoyer à Mitterrand des cartes postales lui demandant l'amnistie pour Joël Lamy.

Cela nous a valu une attaque de l'organisation "Voie Proletarienne" dans "Partisan" No69 (mars 92). V.P. voit dans notre critique, du "purisme révolutionnaire" et dans une critique similaire de la CNT le refus anarchiste de "tout combat face à l'Etat", le refus de "mener la lutte sur le terrain démocratique au nom du caractère bourgeois "en général" de ce combat".

L'argumentation, quelque peu laborieuse, de VP pour défendre cette initiative est que: "le mot d'ordre d'amnistie peut justement permettre de dénoncer concrètement le caractère de classe de l'appareil d'Etat bourgeois en l'opposant aux amnisties politiques bien connues. Il permet donc la délimitation des camps, d'un côté celui des exploités, d'un autre celui des exploités, et c'est pour cela que nous le défendons".

VP continue en expliquant que tout mot d'ordre et toute revendication comportent des risques, qu'un mot d'ordre ne peut en lui-même, sans travail politique fait autour, réaliser cette délimitation. Mais le "purisme révolutionnaire" qui refuse la "tactique" par "peur des compromissions" n'est que la manifestation du "manque de confiance dans ses positions propres": "il s'agit d'être actifs et pas seulement spectateurs dans la lutte des classes, il s'agit de porter une orientation de classe à partir de mots d'ordre".

L'attitude de VP est caractéristique de ce que nous pourrions appeler "l'activisme tacticien" qui a depuis toujours gangrené l'extrême-gauche; celle-ci n'a jamais reculé devant les "compromissions" mais, bien sûr!, au nom de la "tactique" (il vaudrait mieux dire: de la manoeuvre).  
Devant une lutte, les manoeuvriers

se posent la question de trouver le mot d'ordre, la revendication, qui permettront d'utiliser cette lutte pour obtenir le but qu'ils se sont fixés, même si ce but implique des compromissions (bien souvent d'ailleurs le seul problème est de trouver une justification à ces compromissions); leur ligne politico-tactique est donc au mieux distincte de la défense de la lutte et du renforcement de son caractère de classe, au pire elle représente une trahison des intérêts de la lutte.

Soutenir le mot d'ordre de l'amnistie parce qu'il permettrait de dénoncer le caractère de classe de l'Etat est une de ces justifications tordues.

Nous n'avons rien contre ce mot d'ordre en soi, ou celui de grâce présidentielle, qui correspond mieux à la réalité de l'initiative du comité de soutien. Il ne faut pas juger un mot d'ordre en lui-même, comme le fait VP, mais par rapport aux nécessités et aux possibilités réelles de la lutte, ainsi que par rapport aux méthodes et aux moyens qu'il requiert. Ce n'est pas du purisme révolutionnaire, mais un sens élémentaire des réalités, qui nous fait dire qu'on ne joue pas avec une lutte. Assigner au comité de soutien un objectif irréalisable, quelles que soient les justifications avancées, revient à mener la lutte dans une impasse.

A moins que VP estime que le comité de soutien avait la force d'arracher à l'Etat bourgeois une amnistie - mesure qui demande un vote au Parlement? Et d'arracher cette amnistie par une campagne de pétitions? VP maintient un silence pudique sur la méthode d'envoi de pétitions à Mitterrand. Nous avons centré notre critique sur cette méthode, véritable réflexe chez toutes les organisations opposées à la lutte ouvrière, parce que d'abord elle est absolument inefficace, ensuite parce qu'elle ne peut qu'entretenir et renforcer des illusions, y compris parmi les militants du soutien, sur le gouvernement, l'Etat, la force de "l'opinion publique", etc.

( Suite en page 8 )

# CAPITALISME, AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT (2)

Après la parution de la première partie dans le numéro 411 du "proletaire" (juin-juillet 91), nous reprenons les points sur la question agraire en relation avec la question de l'environnement, en l'abordant cette fois sous l'angle des objectifs finaux de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Nous aborderons par la suite le rapport entre prolétariat et classes paysannes au cours de la lutte contre la bourgeoisie et son Etat.

\* \* \* \* \*

Qu'advient-il de la terre après la défaite de la bourgeoisie et la destruction complète du capitalisme sur le terrain économique? En quelles mains seront remises la maîtrise et la gestion de la terre (agraire ou non) dans la nouvelle société? De la réponse à ces deux interrogations complexes, dépend la capacité du parti prolétarien à rester sur la position révolutionnaire correcte en évitant les hésitations opportunistes, qui sur ce sujet glissant ont toujours été à l'ordre du jour.

La défaite militaire de la bourgeoisie - et donc le passage de tout le pouvoir politique dans les mains du prolétariat révolutionnaire - ne peut pas coïncider avec la disparition des mécanismes économiques du mode de production capitaliste.

En conséquence, les trois phases de la période historique qui succèdera à la révolution seront les suivantes:

**"Stade de transition:** Le prolétariat a conquis le pouvoir politique et doit mettre les classes non prolétariennes hors-la-loi justement parce qu'il ne peut pas les "abolir" d'un seul coup. Cela signifie que l'Etat prolétarien contrôle une économie dont une partie, il est vrai décroissante, connaît la distribution mercantile et même des formes de disposition privée du produit et des moyens de production (que ceux-ci soient concentrés ou éparpillés). Economie non encore socialiste, économie de transition."

**"Stade inférieur du communisme:** Ou si l'on veut, stade du socialisme. La société est déjà parvenue à la disposition des produits en général et elle les a assignés à ses membres au moyen d'un plan de "contingentement". L'échange et la monnaie ont cessé d'assurer cette fonction. On ne peut concéder à Staline que l'échange simple sans monnaie, mais toujours selon la loi de la valeur, puisse être une perspective d'acheminement vers le communisme: cela représentait au contraire une sorte de rechute dans le système du troc. L'assignation des produits part au contraire du centre et s'effectue sans équivalents en retour. Exemple: lorsqu'une épidémie de malaria éclate, on dis-

tribue de la quinine gratis dans la zone intéressée, mais à raison d'un seul tube par habitant.

A ce stade, outre que l'obligation du travail subsiste, l'enregistrement du temps de travail fournit et le certificat attestant cette fourniture, c'est-à-dire le fameux bon de travail si discuté depuis un siècle, sont nécessaires. Le bon possède la caractéristique de ne pouvoir être accumulé, si bien que toute tentative de le faire entraîne la perte d'une certaine quantité de travail sans restitution d'équivalent. La loi de la valeur est enterrée (Engels: la société n'attribue plus de "valeur aux produits").

**"Stade du communisme supérieur:** Que l'on peut aussi appeler sans hésitation plein socialisme. La productivité du travail est devenue telle que ni la contrainte, ni le contingentement ne sont plus nécessaires (sauf cas pathologiques) pour éviter le gaspillage des produits et de la force humaine. Liberté de prélèvement pour la consommation à tous. A chacun sa liberté de prélèvement pour sa consommation.

Exemple: les pharmacies distribuent gratuitement et sans restriction la quinine. Et si quelqu'un en prenait dix tubes pour s'empoisonner? Il serait évidemment aussi stupide que ceux qui confondent une infecte société bourgeoise avec le socialisme." (1).

Nous avons exposé cette succession des stades qui

suivent la victoire révolutionnaire du prolétariat afin de donner à nos lecteurs un solide cadre de référence: dans notre article, nous allons faire le chemin inverse. C'est-à-dire que nous allons partir du communisme supérieur, en décrivant les caractéristiques de l'économie agraire dans ce stade final de la transformation sociale, celui dans lequel les caractéristiques de la société future sont désormais bien définies. Nous suivrons ensuite à reculons le chemin par lequel on arrive à ce résultat final, en passant par le stade du communisme inférieur et de la transition. En effet c'est le résultat final qui met en évidence les contradictions et les difficultés duparcours.

### 9. ORGANISATION DU SOL DANS LE COMMUNISME SUPERIEUR

Dans la phase du communisme supérieur, ou intégral, il n'y a plus de propriétaire du sol: même la société ne peut être définie comme propriétaire de la terre. **"Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété du sol, des moyens de production et des produits du travail"**. Le texte fondamental de la Gauche

( Suite en page 6 )

# CAPITALISME, AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT (2)

( Suite de la page 5 )

qui porte cette phrase comme titre (2) définit la vision marxiste de l'agriculture dans la société future par une série de formules négatives qu'il est bon de rappeler.

a) Aucune survivance de la propriété individuelle du sol, quelle que soit sa forme; la grande propriété foncière bourgeoise ne subsistera plus, chose pour le moins évidente, mais pas davantage la petite propriété parcelaire du paysan sur son lopin de terre. Toute généralisation de celle-ci est donc a fortiori exclue, que ce soit sur la base de la formule aussi répandue que fautive de la "réunification des producteurs avec leurs moyens de production", ou, pire encore, de la formule de la "réunion de la propriété et du travail", chevaux de bataille du réformisme petit-bourgeois à toutes les époques. La critique faite par Engels de la déviation droitière des socialistes français sur la question agraire lors du Congrès de Nantes en 1894 (ils avaient adopté la première des formules ci-dessus), reste donc valable en 1992, près d'un siècle plus tard. Cette formule est beaucoup trop générale et elle omet de préciser que la "réunification des producteurs et des moyens de production" n'aura pas lieu à titre individuel mais collectif. La deuxième formule est une véritable hérésie parce que la "réunion" de l'ensemble des producteurs - c'est-à-dire la société toute entière et non une catégorie particulière de la population - et des moyens de production ne comportera aucun rapport de propriété, même collectif. Il s'agira seulement de la **possession physique**, de la **disponibilité des biens en question et de leur gestion**, ce qui n'a rien à voir avec un quelconque **propriété**.

Généraliser la misérable servitude qui rive le petit paysan à son lopin, serait faire tourner en arrière la roue de l'histoire, revenir sur les résultats auxquels est parvenu le capitalisme. Quel peut être le sens de la revendication de la distribution de la terre, de sa répartition entre ceux qui la travaillent? Dans un régime de grande propriété mais d'émiettement technico-productif du sol en petites unités productives, cela reviendrait à éterniser la perpétuation de la misère existante. Dans un régime de grandes entreprises agricoles, cela aboutirait à quelque chose de pire, à savoir la transformation des prolétaires agricoles en petits propriétaires, avec comme conséquence une terrible régression technique et sociale: le retour à des méthodes productives plus arriérées et la rechute générale de la population agricole laborieuse dans la mentalité la plus bornée, seraient en effet inévitables.

b) Aucun remplacement de la propriété privée du sol par des formes de propriété collectives ou coopératives qui aboutirait à ce que le personnel employé sur les entreprises agricoles actuelles deviennent propriétaires de la terre qu'ils travaillent, des moyens de production qu'ils utilisent et des produits qu'ils en tirent. Le communisme n'est pas un réseau d'entreprises, même coopératives. Les formules du type: "les usines aux ouvriers, la terre aux paysans, les navires aux marins, les boulangeries aux boulangers, etc." ne sont que la crasse transposition de la division bourgeoise du travail et de son obscène actualité mercantile. Elles sont à repousser dans tous les cas, qu'elles portent sur l'ensemble de la classe paysanne, ou sur chaque groupe de paysans travaillant sur une unité technico-productive. Les paysans n'existeront plus en tant que classe, de même qu'il n'existera plus aucune autre classe sociale; ils ne pourront donc plus être propriétaires de la terre. Sinon, comme dit Marx, ce serait remettre toute la société entre les mains d'une classe particulière de producteurs. A l'inverse la **possession** et la **gestion** du sol \* doivent dans le programme communiste revenir **A LA SOCIETE** organisée sur de nouvelles bases" (3), ce qui est bien différent de la **propriété étatique du sol**. Confondre les deux notions est pour les marxistes une double hérésie: d'abord parce que dans la société communiste il n'y a plus d'Etat au sens propre du mot, c'est-à-dire un appareil de domination d'une classe sur d'autres; ensuite parce que dans la société communiste il n'y a plus non plus de ces enceintes entourées de fil de fer barbelé qu'on appelle propriétés.

c) *"Même la société n'est pas propriétaire du sol"* (4). Ce sont précisément les inquiétantes vicissitudes des pollutions bourgeoises qui donnent toute leur importance aux directives de Marx: " *En se plaçant du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, dire qu'un individu possède un droit de propriété privée sur une partie quelconque du globe terrestre serait tout aussi absurde que de dire qu'il possède un droit de propriété sur un de ses semblables. La société elle-même n'est pas propriétaire de la terre. Elle n'en a que l'usufruit, qu'elle doit administrer en bon père de famille, afin de transmettre aux générations futures des biens bonifiés*" (5).

Le processus aujourd'hui toujours plus étendu de la désertification, poussé au maximum par l'affairisme bourgeois, l'empoisonnement toujours plus grave de la terre et des eaux par les pesticides et les engrais que le

capitalisme use à doses sans cesse croissantes pour tirer de la terre tout ce qu'elle peut donner, etc., l'ensemble de ces phénomènes fait ressortir la formule communiste de l'élimination de toute propriété du sol, des moyens de production et des produits, comme la seule alternative possible et réaliste au désastre final de l'écosystème de la planète.

Quelle est en effet la signification de notre formule de la société non-propriétaire de la terre sinon que *"la question de la culture de la terre ne doit pas être envisagée de façon à satisfaire les seuls besoins de la génération actuelle"* (6)? Dans ce cas cela conduirait à la répétition du saccage actuel de la terre et donc, à brève échéance, à l'impossibilité de nourrir tous les habitants de la planète.

*"La gestion de la terre, clé de voûte de tout le problème social, doit être réalisée de façon à correspondre au meilleur développement futur de la population du globe. La société humaine viavante par delà les limites d'Etats, de nations, et, quand on sera passé à une "organisation supérieure", de classes (...) cette société qui se présentera comme un ensemble de milliards d'hommes, ne représentera toujours du point de vue temporel qu'une petite fraction de "l'espèce humaine"..."* (7). En mettant de côté toute prétention de propriété de la croûte terrestre, la société future *"de façon volontaire et scientifique, et pour la première fois dans l'histoire, se subordonnera à l'espèce, c'est-à-dire s'organiserait selon les formes qui répondront le mieux aux buts de l'humanité future"* (8).

La société renoncera explicitement à ce "droit d'user et d'abuser" qui caractérise la catégorie de la propriété; elle se réservera un droit plus restreint qui admet l'usage et non l'abus: l'usufruit. La destruction de tous les fils barbelés sera le présupposé social de la fin, non seulement de l'abus actuel de la terre, mais de tout abus possible dans le futur.

Quel type d'agriculture correspondra à l'organisation communiste du sol telle que nous l'avons définie? Nous pouvons dire avant tout que dans une société communiste, où l'on produit en fonction des besoins et non du profit comme actuellement, la production agricole, qui répond aux besoins **fondamentaux** des êtres humains, deviendra le secteur A de la production sociale. Il y aura un renversement complet par rapport à la situation actuelle où le secteur qui produit les moyens de production l'emporte toujours davantage sur le secteur des biens de consommation, et, en particulier, sur le secteur qui produit les biens destinés à alimenter la population: en conséquence, plus la civilisation du capital se développe et s'enrichit, et plus on crève de faim.

## 10. ORGANISATION DU SOL DANS LE COMMUNISME INFÉRIEUR

Tout ce que nous venons de dire regarde la phase supérieure du communisme, l'organisation de la société communiste **Intégrale**.

Dans le communisme inférieur (dit aussi socialisme), il subsiste encore des résidus des vieilles classes battues par la révolution, même si ces résidus sont politiquement réduits à l'inactivité et n'ont plus d'influence sur aucune sphère de la production. De ces résidus ne subsiste pas seulement l'inertie idéologique et psychologique de leurs traditions éteintes, mais subsistent encore et surtout les ex-financiers, ex-industriels, ex-commerçants et ainsi de suite. Ils subsistent physiquement: certes, ce sont des épaves, toutefois ils ont la ferme résolution de profiter de chaque occasion et de chaque possibilité de se réapproprier ce qui leur avait été arraché par la force. Leur défaite politique débute en fait au moment de la victoire insurrectionnelle du prolétariat, mais du point de vue économique et social ces classes restent actives, tout au long de l'arc de la phase de transition, bien qu'avec un poids progressivement décroissant. On n'atteint le socialisme économique que lorsque le dernier propriétaire bourgeois a été exproprié. De cela découle la persistante nécessité de l'Etat ouvrier, qui n'épuise pas sa fonction dans le bref arc de la période révolutionnaire immédiate: en fait ce serait infantile et ingénu de penser pouvoir déposer les armes de la dictature le lendemain de la victoire sur le dernier contingent de la classe adverse.

La société socialiste se caractérise aussi par la disparition des catégories du travail salarié et du capital, de l'argent, du marché et de l'entreprise, et leur remplacement par un nouveau **mode** de production, dont les fins ne sont pas celles de la valorisation du capital, mais la satisfaction des besoins de **l'espèce humaine**, donc non seulement des générations présentes, mais surtout des futures; la mise en place d'une nouvelle distribution des richesses qui ne peuvent encore être acquises sur la base des besoins, mais sont obtenues sur la base d'un "bon" non commercialisable, non accumulable qui correspond aux heures de travail effectuées, mais tient déjà compte des besoins de tous les membres de la société, même de ceux qui ne peuvent légitimement pas

travailler et de ceux à naître (10).

Quand aurons-nous le droit de dire que nous avons introduit le socialisme dans les campagnes? Seulement quand nous aurons **éliminé complètement la propriété individuelle et collective de la terre et des produits réalisés** par tous les paysans ou par leurs associations coopératives, y compris les bourgeois entrepreneurs agricoles ou propriétaires fonciers. A ce moment-là seulement, la "nationalisation du sol", dont parle Marx, sera techniquement et économiquement possible: on pourra alors remplacer la propriété privée par la propriété de l'Etat prolétarien sur toute la terre, mais aussi sur les moyens de production agricoles et sur la totalité des produits. Jusqu'à ce moment, nous sommes encore à un stade antérieur, de **passage**, c'est-à-dire de dictature prolétarienne dans la phase de transition économique du capitalisme au socialisme, si la Révolution a été victorieuse, sinon nous ne sommes que dans la société bourgeoise et d'entreprises.

Dans le socialisme inférieur "propriété d'Etat" ou "sociale" indique le fait qu'un des plus grands moyens de production - la terre en l'occurrence - est arraché des mains de la propriété privée de la même manière que pour les grandes entreprises industrielle, et passe directement sous le contrôle et la responsabilité de l'Etat révolutionnaire prolétarien, ce qui permet de gérer la transformation graduelle de l'économie capitaliste agricole (basée sur les grandes, moyennes et petites entreprises) en économie socialiste et finalement intégralement communiste.

A son tour, la formule de la "propriété d'Etat" est utile parce qu'elle laisse entendre que la société, propriétaire du sol, est encore une société de classes et que c'est donc une dictature classiste - l'Etat ouvrier - qui détient la totalité de la terre et le contrôle de ses produits. Quelle est donc la différence par rapport au communisme supérieur? Dire que la société - dans la forme étatique de dictature du prolétariat - est propriétaire du sol, signifie qu'elle se réserve aussi le droit d'en "abuser" si nécessaire, dans la lutte contre les résidus bourgeois toujours présents et aussi - dans ce stade de passage - contre les Etats capitalistes qui ne sont pas encore balayés par la révolution: la faim, d'alliée de la révolution peut en fait se transformer en alliée de la contre-révolution. Il en découle la nécessité que la dictature du prolétariat se réserve le droit de faire de la terre l'usage qui lui semble bon pour la défense du pouvoir révolutionnaire et pour le développement de la révolution communiste à toute la planète, **même au détriment des générations à venir**. Cet "abus" est déterminé exclusivement par les conditions de la guerre de classe et de l'obstinée frénésie destructrice des classes bourgeoises encore debout. Ce n'est pas une absurdité, pas plus que le "bon" de Marx: c'est le prix que paye la nouvelle société à la vieille société en voie de disparition mais qui laisse en héritage un monde en pleine débâcle.

Est-il réaliste d'envisager qu'après l'expropriation du dernier petit lopin de terre privé et compte tenu d'un territoire agricole déjà réduit au minimum par l'avance de la désertification, nous pourrions disposer de ressources suffisantes pour alimenter la population mondiale? La tendance générale de l'économie bourgeoise de privilégier l'investissement industriel est à la base des dégâts provoqués par l'abandon et par les dévastations durant les longues années de la guerre civile. Dans de telles conditions, est-il concevable de penser abolir d'un coup une série de techniques de culture qui sont effectivement spoliatrices pour la fertilité du sol, mais qui dans l'immédiat nous évitent une chute verticale de la production agricole? Leur remplacement par des techniques plus respectueuses de l'équilibre naturel ne peut donner un résultat utile en terme de volume de production que sur une longue période, précisément d'ailleurs parce que le sol a subi le dopage bourgeois; mais aussi parce que ces techniques demandent une extension progressive dans l'espace, ce qui est sans doute conforme à l'objectif du communisme de dépasser l'antagonisme entre ville et campagne, mais qui ne peut se réaliser que sur de longues décennies. C'est pourquoi, dans une certaine mesure, la surexploitation du sol devra nécessairement se prolonger même au sein de la société socialiste, même si elle disparaîtra progressivement, pour finir par s'éteindre au seuil du communisme avec les autres vieux machins antiques, comme l'Etat et le fameux "bon".

## 11. ORGANISATION DU SOL DANS LA PHASE DE TRANSITION DE L'ECONOMIE BOURGEOISE A L'ECONOMIE SOCIALISTE

Comment parvenir au socialisme dans les campagnes, sinon par des interventions despotiques de l'Etat ouvrier sur le plan agricole dans la période post-révolutionnaire, dans la phase de **transition** de l'économie bourgeoise à l'économie socialiste? En fait nous savons que politiquement, la révolution est un phénomène du "tout ou rien", alors qu'économiquement c'est un phénomène qui procède par degré.

*"Dans la recherche de ce que sont les tâches de la révolution économique confrontée à l'état de fait de la production agricole, il ne faut pas perdre de vue que notre concept central est celui de la socialisation qui*

*représente la mise à disposition pour la collectivité des produits et des moyens de production, qui existaient sous la forme de grandes unités de production intégrées et dans lesquelles on trouvait la spécialisation et la division du travail. Lorsque nous nous trouvons face à une agriculture très évoluée, caractérisée par de grandes propriétés dans lesquelles le travail du cultivateur s'est spécialisé, nous pouvons alors passer de l'exploitation privée à la gestion de l'Etat prolétarien; mais là où ces conditions n'existent pas, on ne peut pas prétendre à une socialisation immédiate"* (11). Tel est le cas pour la myriade de petites entreprises familiales paysannes, en fermage ou non.

Par un décret dictatorial, l'Etat prolétarien effacera chaque dette, chaque hypothèque, chaque obligation vexatoire du capital bancaire et usurier, qui écrase le petit paysan et finalement il mettra fin à toute propriété privée du sol et des voies de communication, en leur substituant la propriété de l'Etat. Mais on ne pourra pas, et encore moins par un simple acte formel, transformer d'un seul coup la petite production agricole en grande production centralisée ou socialiser des millions d'entreprises familiales en les faisant passer à une gestion collective, donc d'Etat.

Pour les socialiser, il faudra auparavant en favoriser la concentration en de grandes unités de production.

Dans la période de transition de l'économie bourgeoise à l'économie socialiste peuvent persister autant les entreprises individuelles du petit paysan que les entreprises collectives comme les coopératives paysannes, qui ensemble s'adjoignent aux grandes unités de l'Etat.

Dans cette phase, ce qui compte en particulier, ce n'est pas la photographie de la situation instantanée des campagnes, mais la dynamique imprimée par la dictature du prolétariat et les directives émanant du centre révolutionnaire urbain. Cela ne signifie absolument pas que nous admettons comme "révolutionnaire" la revendication de la distribution de la terre aux paysans. Nous l'avons au contraire exclu de notre programme final. Nous combattons les régressions, et donc n'admettons pas de fragmenter les grandes entreprises agricoles bourgeoises en en distribuant les petits lambeaux aux paysans: nous les socialisons tout de suite.

La terre des petites entreprises familiales, et dans une certaine mesure celle des grandes propriétés dont la gestion technico-économique est déjà fragmentée, pourront être distribuées, non comme propriété privée, mais seulement sur le plan de la gestion et de l'exploitation. Mais nous le ferons parce que nous ne pourrions rien faire de mieux dans l'immédiat et nous le ferons **seulement** si nous ne pouvons pas faire quelque chose de plus. C'est dans ce sens que *"pour les paysans que l'on peut accepter dans le parti et placer sous son influence", les partis communistes "doivent soutenir fermement comme objectif la formation de coopératives de production agricole à gestion unitaire, elle aussi forme de transition qui devra tendre petit à petit à "l'institution de la Grande Coopérative nationale de production" "* (12).

En d'autres termes: le Parti et l'Etat de la dictature pourront **tolérer**, au moins pour un temps déterminé, la malheureuse entreprise parcelaire; mais jamais, au grand jamais, ils ne pourront inscrire dans leur programme, même immédiat et minimum, la défense et la sauvegarde de la petite entreprise agricole ou pire de la petite propriété parcelaire du sol. Au contraire, ils feront tous leurs efforts pour pousser les petits paysans sur la route de la grande entreprise, prémisses dialectiques de la socialisation de la terre et donc, dans l'arc historique qui mène au communisme, à la fin de la propriété, de toutes les propriétés, du sol et des produits. *"L'utopisme est métaphysique, le socialisme marxiste est dialectique. Dans les phases successives de la gigantesque construction, Marx peut successivement revendiquer la grande propriété (même si elle est capitaliste et si les salariés y sont réduits à l'état de bêtes de somme) contre la petite (même si le salarié n'y est pas présent); revendiquer la propriété de l'Etat, même s'il est capitaliste, contre la grande propriété privée (nationalisations); revendiquer la propriété de l'Etat après la victoire de la dictature du prolétariat; revendiquer l'utilisation rationnelle du sol par la société et l'organisation supérieure du communisme intégral, et jeter à la ferraille le terme malheureux de propriété"* (13).

( A SUIVRE )

(1) "Dialogue avec Staline", Ed. Programme, p. 28

(2) Traduit de "Il programma rivoluzionario della società comunista elimina ogni forma di proprietà del suolo, degli impianti di produzione e dei prodotti del lavoro", dans "Il programma comunista", no 16-17, 1958

(3) à (9). Ibidem

(10) Voir à ce propos "Dall'economia capitalistica al comunismo", conférence tenue à Milan le 2 juillet 1921 par Amadeo Bordiga (Reprint Feltrinelli, Milano, 1965)

(11) Ibidem

(12) "Il programma rivoluzionario della società comunista..."

(13) Ibidem

# Textes du Parti Communiste International

## Les fondements du communisme révolutionnaire (extrait)

(Suite de la page 1)

### PARTI ET ETAT DE CLASSE COMME FORMES ESSENTIELLES DE LA REVOLUTION COMMUNISTE

#### La grande question du pouvoir

En dépit des contre-mesures préventives du XXème Congrès, le nombre des critiques de la dégénérescence moscovite a été en augmentant après les événements d'Allemagne Orientale, de Pologne et de Hongrie, même dans les milieux entourant les partis communistes officiels d'Occident, et ils ont produit un matériel qui, tel celui des Sartre et Picasso, est à notre avis plus qu'équivoque et petit-bourgeois. La condamnation qu'ils ont portée n'est pas restée sans succès et peut se résumer ainsi: abus de la dictature; abus de la forme du parti politique soumis à une discipline centrale; abus du pouvoir d'Etat dans sa forme dictatoriale. Tous ces gens-là cherchent le remède dans la même direction: davantage de liberté et de démocratie; le socialisme devrait être remplacé dans l'atmosphère politique et idéologique de la légalité et de l'électoralisme libéraux et il faudrait renoncer à l'usage de la force d'Etat en général dans la lutte entre les diverses solutions et donc opinions politiques. Comme d'habitude, nous ne réserverons pas nos coups à ceux qui disent tout cela pour défendre ouvertement le mode de production bourgeois, né dans le cadre de ce système idéologique, juridique et politique auquel ils sont si attachés, mais à ceux qui veulent greffer ce bavardage insensé sur le tronc de la doctrine marxiste.

Nous affirmons exactement le contraire. Libre de toute admiration à l'égard de la "liberté" américaine et de toute sujétion à la corruption moscovite, invulnérable au terrible virus de l'opportunisme, le mouvement révolutionnaire ne pourra ressurgir qu'en retournant à la plate-forme radicale du marxisme originel. Sa position sera bien nette: par son contenu, le socialisme dépasse et nie la liberté, la démocratie, le parlementarisme; il voit dans ces concepts des moyens de défendre et de conserver le capitalisme; enfin, il démasque le mensonge et la ressource contre-révolutionnaire suprême qui consistent à exiger que l'Etat reste neutre face aux intérêts des classes et aux solutions proposées par les partis, bref, face à la stupide liberté des opinions. Un tel Etat et une telle liberté ne sont que de monstrueuses inventions que l'histoire n'a jamais connues et ne connaîtra jamais.

Il est évident que telle est bien la position établie par le marxisme dès les premières années de son existence. Mais il faut encore ajouter que le concept de l'usage du pouvoir matériel contre les minorités - et même les majorités - adresses suppose l'intervention de deux formes essentielles contenues dans le schéma historique marxiste: **parti et Etat**.

S'il existe un "schéma historique marxiste" c'est que cette doctrine se fonde justement sur cette position qu'il est possible de tracer un schéma à l'histoire. Si l'on n'arrive pas à trouver ce qu'il est, ou si celui qui a été trouvé fait faillite, le marxisme s'effondrera et c'est le premier groupe de ses critiques - ses négateurs - qui auront eu raison. Mais même cela, ne suffira peut-être pas à faire capituler le marxisme falsifié et arrangé.

Notre thèse affirme que dans le schéma marxiste **Parti et Etat** sont des éléments non pas accessoires, mais principaux. Ceux qui voudraient soutenir que l'élément principal est au contraire la classe, tandis que le parti et l'Etat ne sont que des accessoires de son histoire et de sa lutte que le schéma permettrait de changer comme on fait des pneus ou des phares d'une auto seraient démentis de la façon la plus directe par Marx lui-même. Dans sa lettre à Weydemeyer citée par Lénine lui-même dans **L'Etat et la révolution** (dont nous revendiquons intégralement la doctrine historique), Marx dit en effet que ce n'est pas lui qui a découvert l'existence des classes, mais de nombreux écrivains et historiens bourgeois (en 1852). Ce n'est pas moi non plus qui ai découvert leurs luttes, ajoute-t-il, mais beaucoup d'autres qui n'en sont pas pour autant communistes ni révolutionnaires. Le contenu de la doctrine réside dans le concept historique de la "dictature" du prolétariat, stade nécessaire au passage du capitalisme au socialisme. Voilà ce que dit Marx, une des rares fois où il parle de lui-même.

La classe ouvrière définie statistiquement ne nous intéresse donc pas beaucoup, et à peine plus la classe ouvrière qui se meut par groupes pour débrouiller ses

divergences d'intérêts avec les autres classes (il y en a toujours plus de deux dans la société). Ce qui nous intéresse, c'est la classe qui a instauré sa dictature, c'est-à-dire qui a conquis le pouvoir, détruit l'Etat bourgeois, instauré le sien; c'est ce que Lénine dégage magistralement de la pensée de Marx, couvrant de honte ceux qui dans la Deuxième Internationale, avaient "oublié" le marxisme.

Comment un pouvoir d'Etat dictatorial et totalitaire, une machine d'Etat qui s'oppose à l'ancienne comme une armée victorieuse à celle qu'elle a vaincue peut-il s'appuyer sur **une classe**? Par quel organe? Les philistins répondent immédiatement que pour nous c'est par un homme - qui en Russie aurait été Lénine (que l'on ose associer au malheureux Staline que l'on brûle aujourd'hui après l'avoir adoré et dont on suggère qu'il a peut-être été assassiné hier par ses propres dévots). Notre réponse a toujours été et est plus que jamais tout autre.

L'organe de la dictature, celui qui manie l'arme constituée par l'Etat est le parti politique de classe, le parti à qui sa doctrine et la continuité de son action au cours de l'histoire confèrent en puissance le rôle de transformation de la société propre à la classe qu'il exprime. La lutte et la tâche historiques de la classe ne peuvent se réaliser si elles ne sont pas confiées à ces deux formes: Etat dictatorial (c'est-à-dire excluant de son sein, tout le temps qu'elles survivent, les autres classes, désormais vaincues et soumises) et le parti politique. Dans notre langage dialectique et révolutionnaire, on ne peut commencer à parler de classe, à établir un lien dynamique entre une classe contenue dans la société actuelle et une forme future de société résultant du bouleversement de celle-ci, à prendre en considération la lutte entre la classe détenant le pouvoir d'Etat et celle qui doit le renverser et le remplacer par le sien propre qu' à partir du moment où la classe cesse d'être une froide réalité statistique qui ne dépasse pas le niveau pitoyable de la pensée bourgeoise pour se manifester dans son parti, organe sans lequel elle n'a ni vie ni force de lutte.

On ne peut donc pas séparer le parti de la classe comme l'accessoire de l'essentiel. Bien plus, quand (comme c'est le cas de nouveaux déformateurs du marxisme) on nous propose une classe prolétarienne privée de parti, ou avec un parti stérilisé et impuissant, ou qu'on cherche à ce parti des substituts, on fait disparaître la classe elle-même, on détruit toute possibilité pour elle de lutter pour le socialisme et même pour son morceau de pain.

#### Une erreur démasquée depuis un siècle

C'est leur désarroi critique qui a incité les "enrichisseurs" modernes du marxisme à faire leurs, sans le savoir, les insinuations bourgeoises et petites-bourgeoises apparues quand la révolution russe marchait encore sur une ligne qu'eux-mêmes considéraient comme glorieuse, quand classe, Etat, parti, hommes du parti se plaçaient sur le même terrain révolutionnaire justement parce qu'il n'existait aucune sorte d'hésitation sur ces positions essentielles - et c'est le même désarroi critique, donc, qui les pousse aux énormités que nous venons de voir.

Ils ne se rendent pas compte qu'en affaiblissant la notion de parti, en lui enlevant sa fonction de premier organe de la révolution, ils **déclassent** le prolétariat et le livrent impuissant au joug de la classe dominante qu'il ne pourra ni abattre, ni même neutraliser, même dans les domaines restreints.

La forme parti et la forme Etat apparaissent comme des points essentiels dès les premiers textes de notre doctrine et ils sont deux étapes fondamentales du développement épique contenu dans le **Manifeste des Communistes**. Dans le chapitre "Prolétaires et communistes", les "moments" révolutionnaires sont au nombre de deux. Le premier a déjà été indiqué dans le chapitre précédent "Bourgeois et Prolétaires": **c'est l'organisation du prolétariat en parti politique**, où cette affirmation faisait suite à la forme célèbre: toute lutte de classe est une lutte politique. Ce moment est même défini de façon plus nette encore, puisque le texte dit: cette organisation des prolétaires en classe, **et donc en parti politique**, ce qui s'accorde pleinement avec notre thèse: le prolétariat est historiquement une classe quand il parvient à une lutte politique de parti.

Le second moment révolutionnaire est **l'organisation du prolétariat en classe dominante**: ici c'est la question du pouvoir et de l'Etat qui est soulevée. "Nous avons déjà vu plus haut que le premier pas de la révolution ouvrière est la constitution en classe dominante".

On trouve un peu plus loin la sèche définition de l'Etat de classe: "Le prolétariat lui-même organisé en classe dominante".

Il n'est pas nécessaire ici d'anticiper et de montrer comment une des thèses essentielles remises sur pied par Lénine: la disparition ultérieure de l'Etat, est contenue elle aussi dans ce texte fameux. La définition générale: "le pouvoir politique est la force organisée d'une classe pour l'oppression d'une autre classe", souligne les affirmations classiques: **le pouvoir public perdra son caractère politique**, les classes disparaîtront ainsi que toute domination de classe, y compris celle du prolétariat.

Donc le parti et l'Etat se trouvent au centre de la vision marxiste: c'est à prendre ou à laisser. Chercher la classe en dehors de son parti et de son Etat est une tentative vaine; l'en priver signifie tourner le dos au communisme et à la révolution.

Les "modernisateurs" du marxisme considèrent cette tentative insensée comme une découverte originale qui daterait du second après-guerre: ils ignorent qu'elle avait déjà été faite avant le **Manifeste**, et repoussée dans le formidable pamphlet de Marx contre Proudhon, **Misère de la philosophie**. Cette oeuvre de Marx réfute la position très avancée pour l'époque) que la transformation sociale et l'abolition de la propriété privée sont des conquêtes réalisables en dehors de la lutte pour le pouvoir politique. On trouve à la fin la phrase fameuse: **ne dites pas que le mouvement social n'est pas un mouvement politique** qui conduit à la thèse sans équivoque que nous défendons: nous n'entendons pas par politique la lutte pacifique d'opinions, ou pis, une discussion constitutionnelle, mais un "heur corps à corps", la "révolution totale", et enfin, pour reprendre les paroles de Georges Sand: "le combat ou la mort".

Proudhon répugne à la lutte politique parce que sa conception de la transformation sociale est incomplète, qu'elle ne contient pas le dépassement intégral des rapports capitalistes de production, qu'elle est concurrentielle, étroitement coopérativiste, qu'elle reste enfermée dans les limites bourgeoises de l'entreprise et du marché. Il s'écrie que la propriété est un vol, mais son système reste un système de propriété bourgeoise parce qu'il reste mercantile. A l'égard de la révolution économique, il a la même myopie que les "socialistes d'entreprise" modernes qui répètent sous une forme plus faible la vieille utopie d'Owen qui voulait libérer les ouvriers en leur remettant la gestion de l'usine en pleine société bourgeoise. Que ces Messieurs s'appellent les "Ordinovistes" à l'italienne ou les "Barbaristes" à la française, leur origine lointaine remonte au proudhonisme dont ils portent les uns et les autres l'estampille, et on pourrait leur lancer la même invective qu'à Staline: ô misère des enrichisseurs!

#### Résurrection et ténacité du Proudhonisme.

Le système de Proudhon exalte au maximum l'échange individuel, le marché, le libre arbitre du vendeur et de l'acheteur et il affirme qu'il suffira que la valeur d'échange de toute marchandise devienne égale à celle du travail qu'elle contient pour que soit éliminée toute iniquité sociale. Marx démontre (et la même chose sera faite contre Bakounine, Lassalle, Dühring, Sorel et les pygmées plus récents auxquels nous avons fait allusion) que ce qui se cache là-dessous est tout simplement l'apologie et la conservation de l'économie bourgeoise; il n'y a rien d'autre dans l'affirmation de Staline lorsqu'il prétend que dans la société socialiste comme le serait selon lui la société russe la loi de l'échange entre équivalents reste en vigueur.

Dès la **Misère de la Philosophie**, en quelques lignes, Marx montre l'abîme qui existe entre ces sous-produits du système capitaliste et la vision colossale de la société communiste de demain. C'est sa réponse à la théorie proudhonienne d'une société dans laquelle le jeu illimité de la concurrence et "l'équilibre de l'offre et de la demande" font ce miracle d'assurer à tous les choses les plus utiles et de première nécessité au "coût le plus bas", éternel rêve petit-bourgeois des serviteurs du capital. Marx vide facilement ce sophisme et le tourne en dérision en montrant qu'à suivre le même raisonnement on pourrait proposer à la gent proudhonienne d'aller se promener pour obtenir le beau temps, sous le prétexte que tout le monde va se promener quand il fait beau.

"Dans une société à venir où l'antagonisme de classe aurait cessé, dans laquelle il n'existerait plus de classes, l'usage des produits ne serait plus déterminé par le minimum de temps requis pour leur production mais le temps de production sociale qu'on consacrerait aux différents objets serait déterminé par leur degré d'utilité sociale ("Misère de la Philosophie", p.54).

Ce passage est un des joyaux que l'on peut trouver dans les écrits classiques de notre grande école et qui prouve l'insanité du milieu commun qui veut que Marx ait aimé à décrire le capitalisme dans les lois qu'il en a dégagées, mais qu'il n'ait jamais décrit la société socialiste:

cela aurait été retomber dans l'utopie. Insanité qui est commune à Staline et aux anti-staliniens de série.

En effet ce sont les Proudhon-Staline qui méritent le reproche d'utopisme, puisqu'ils veulent émanciper le prolétariat et conserver l'échange mercantile. La réforme Kroutchev de l'industrie russe est la dernière addition de cette tentative. L'échange individuel et libre sur lequel s'appuie la métaphysique de Proudhon s'épanouit là dans l'échange de l'usine, de l'entreprise **gérée** par les ouvriers, selon l'écoeurante banalité qui voit le contenu du socialisme dans la conquête de l'entreprise par les ouvriers qui y travaillent.

Dans sa croisade en faveur de la concurrence, le vieux Proudhon est le précurseur de la superstition moderne: "l'émulation" productive. Le progrès, avaient coutume de dire les bien-pensants de jadis, qui ignoraient être moins réactionnaires que les Kroutchev modernes, naît de la saine "émulation"? Mais Proudhon identifie l'émulation productive "industrielle" avec la concurrence elle-même. Tendent à l'émulation ceux qui tendent à un même but tel que peut l'être "la femme pour l'amant". Marx observe avec sarcasme que si l'objet immédiat de l'amant est la femme, l'objet immédiat de l'émulation industrielle devrait être le **produit** et non le **profit**. Mais comme dans le monde bourgeois (et la chose vaut encore aujourd'hui après plus de cent ans) la course est au profit, la prétendue émulation productive se résoud en une concurrence **commerciale**, celle-là même à laquelle aspirent américains et moscovites dans les sourires séducteurs qu'ils échangent.

Proudhon apparaît comme le précurseur des récents "socialistes d'entreprise" non seulement dans sa vision tronquée de la société révolutionnaire, mais dans son rejet du **parti** et de l'**Etat**, pépinières de **dirigeants**, de chefs, de détenteurs de pouvoir, dont la **faiblesse humaine** rend **inévitabile** la transformation en un groupe de privilégiés, en une nouvelle classe (ou caste?) dirigeante du prolétariat.

Marx avait déjà fait rentrer dans la gorge de Proudhon ces superstitions sur la nature humaine dans une phrase aussi brève que bien frappée: **Monsieur Proudhon ignore que l'histoire toute entière n'est qu'une continue transformation de la nature humaine**. Sous cette pierre tombale écrasante peuvent dormir cent générations d'idiots anti-marxistes passés, présents et futurs.

Nous ne faisons aucune réserve, nous ne mettons aucune limite même secondaire, au plein emploi des armes du **parti** et de l'**Etat** dans la révolution ouvrière; pour liquider tout scrupule hypocrite et étayer notre position, nous ajouterons qu'une seule organisation est en mesure d'opposer un remède efficace et radical aux manifestations **individuelles** inévitables de la pathologie psychologique que prolétaires et militants communistes auront hérités non de leur **nature** d'hommes, mais de la société capitaliste et de son horrible idéologie et mythologie d'individualisme et de dignité de la personne humaine. Cette organisation c'est justement le parti politique communiste aussi bien dans l'exercice de la dictature de classe qui lui revient intégralement, qu'au cours de la lutte révolutionnaire. Les autres organes qui voudraient se substituer à lui seront écartés non seulement en raison de leur impuissance révolutionnaire, mais parce qu'ils sont cent fois plus accessibles aux influences dissolvantes de la bourgeoisie. La critique de ces organismes qui ont déjà été proposés de divers côtés depuis des temps immémoriaux, doit être faite sur le plan historique plus que "philosophique"; mais il est de première importance de montrer comment les arguments de leurs partisans révèlent, si on les soumet à la critique marxiste, leur origine et leur essence bourgeoises, et même sous-bourgeoises quand il s'agit de ces faux intellectuels qui infestent la périphérie du mouvement ouvrier.

Portant organisationnellement le non-prolétaire au même niveau que le prolétaire, la forme Parti est la seule dans laquelle le premier peut rejoindre la position théorique et historique appuyée sur les intérêts révolutionnaires de la classe travailleuse, et même, après de longs tourments historiques, servir de mine révolutionnaire, et non plus de contre-mine bourgeoise introduite dans nos rangs.

La supériorité du Parti réside justement en ce qu'il dépasse le travailisme et l'ouvriérisme. On entre dans le parti en fonction de sa propre position dans le corps à corps des forces historiques en lutte pour une forme sociale révolutionnaire, mais contrairement à ce que prétendent ceux qui vantent "l'ouvrier", cette position ne reproduit pas nécessairement de façon servile celle que l'on occupe par rapport au "mécanisme productif", c'est-à-dire à celui qui a été créé par la société bourgeoise et qui pour elle et pour sa classe dominante répondrait à des lois "physiologiques".

# Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

## AUSTRALIE

La récession continue en Australie en dépit des discours officiels, contraignant le gouvernement travailliste à annoncer un plan de relance de l'économie. Ce plan prévoit une stimulation de l'économie par des investissements de l'Etat; ces recettes Keynesiennes sont accompagnées de mesures libérales semblables à celles que l'on retrouve dans le monde entier: allègements fiscaux pour les entreprises, diminutions d'impôts, etc. Comme pour tous les plans de crise, c'est la classe ouvrière que vise le plan australien. Et le point le plus important de ce plan, c'est en fait l'assurance prise par les syndicats (ACTU) de contenir les revendications salariales et de lier les salaires à la productivité.

Il n'est cependant pas sûr que cela sera si facile à faire admettre aux travailleurs australiens qui ont mené ces derniers temps d'importantes luttes en dépit de la bonnerie syndicale. Fin mars les mineurs de la mine de nickel de Kambalda déclenchaient une grève illimitée pour des questions de salaire, après avoir déjà fait 15 jours de grève en décembre contre une modification de l'organisation du travail (passage de la semaine de 5 jours, à une durée de travail par équipes de 7 jours continus).

## ETATS-UNIS

La grève de Caterpillar commencée au début du mois de novembre (voir "Le

Proletaire" No413) non seulement continue toujours, mais elle s'étend. Après la grève de 2400 travailleurs la direction avait lockouté en novembre 5600 autres travailleurs. Fin février elle mettait fin au lock-out, mais les travailleurs rejoignaient les grévistes. Le syndicat UAW qui contrôle la grève a appelé à la reprise des négociations; jusqu'à présent il n'a pas étendu la grève aux 8000 travailleurs non touchés par le mouvement.

## INDE

La grève des ouvriers textiles du Jute de la région de Calcutta, dont nous avons parlé dans le No précédent, tient toujours. A la mi-février le front patronal commençait même à se rompre, après 15 jours de grève: une entreprise venait d'accepter les revendications syndicales et d'autres semblaient sur le point de suivre cet exemple. Rectifions à ce propos ce que nous disions dans le dernier "Prol.": la grève de 3 mois menée en 84 par les ouvriers du Jute n'a pas été la plus longue grève de l'Inde, mais celle de cette industrie. La plus longue grève a bien sûr été celle des ouvriers de Bombay: voir l'ouvrage "La grève du siècle" récemment paru aux Ed. Harmattan.

## RUSSIE

La "thérapie de choc" assénée par le pouvoir a paru assommer dans un premier temps la classe ouvrière. Cependant, il semble bien que celle-ci commence à

réagir. A la mi-février les travailleurs du pétrole de la République autonome des Komis (Nord de la Russie) cessaient le travail. La presse occidentale rapporte des revendications où des demandes prolétariennes sont mêlées à des demandes bourgeoises (libération des prix du pétrole, etc.), ce qui reflète sans doute l'orientation bourgeoise des syndicats. Début mars les patrons de la région de St Pétersbourg (ex-Leningrad) avertissaient de la menace d'une "explosion de colère ouvrière". Dans le Kouzbass les syndicats menaçaient au même moment une grève de un million de travailleurs de la région pour obtenir un triplement des salaires, comme cela avait été obtenu par les mineurs.

## ZAIRE

La crise politique continue au Zaïre, en dépit de la formation du gouvernement Karl I Bond qui a une nouvelle fois abandonné les rangs de l'opposition contre un poste ministériel. Mais la crise économique ne cesse pas non plus. Des grèves totales ou sporadiques éclatent dans différents secteurs de la Fonction Publique (enseignement, santé, etc.). Le 11 mars le gouverneur de Kinshasa lançait un ultimatum aux enseignants en les menaçant de licenciement s'ils ne reprenaient pas immédiatement les cours. Dans le Bas-Zaïre l'armée a été appelée pour assurer le transport des marchandises paralysé par les grèves dans les transports. En raison des retards de paiement des salai-

res les fonctionnaires dans les principales villes de cette région ont cessé le travail.

## GABON

Début février le syndicat des enseignants (SEENA) déclenchait une grève pour des augmentations de salaires qui durait toujours à la fin mars malgré les menaces du gouvernement. Le 20 février plusieurs centaines de travailleurs d'Elf-Gabon à Port-Gentil se mettaient en grève avec un cahier de 47 revendications. La Direction jugeant cet grève "illicite", dénonçant des "actes de sabotage" pour arrêter la production, adoptaient une position dure. Le 25 février une grève générale était organisée par l'opposition. La grève à Elf s'est terminée les jours suivants. Une agitation parmi les chômeurs a été également rapportée par la presse.

## CARAIBES

Plusieurs grèves ont eu lieu dans les îles caraïbes. A la Jamaïque les 9 raffineries de sucre de l'île ont connu deux semaines de grève (les grévistes réclamaient au départ, une augmentation de 200% des salaires) début mars. Dans la petite île de la Barbade où l'industrie du sucre est une des principales activités économiques, les travailleurs ont mené 8 semaines de grève à partir du mois de janvier pour des augmentations de salaires. Des grèves ont été également signalées dans l'industrie du sucre de la Guyane.

## Les trotskystes algériens et le coup d'Etat

Le drame de la situation en Algérie est que dans cette période où les conditions sociales et économiques sont très tendues, la classe ouvrière n'a pas eu la possibilité d'apparaître comme une force indépendante avec ses objectifs propres, capable d'apporter sa solution aux masses souffrant sous le joug du capitalisme. Et c'est au contraire la réaction islamique anti-prolétarienne qui a en grande partie réussi à capter le mécontentement social et à apparaître comme le porte-parole et le défenseur des masses énormes de chômeurs, de couches petites-bourgeoises prolétarisées, de petits fonctionnaires et de travailleurs aux salaires rongés par l'inflation.

Les faux communistes du PAGES ont été avec les "démocrates" les plus fermes partisans du coup d'Etat et les plus favorables aux mesures répressives de l'Etat bourgeois (cela n'a pas empêché un groupe de dirigeants du PAGES de scissionner parce qu'ils estimaient que ce soutien au régime était encore insuffisant...).

Les trotskystes du PST (liés à la LCR française) ont, eux, condamné le coup d'Etat et tout soutien, tant à l'ex-parti unique qu'aux islamistes, ce qui est la moindre des choses pour tout parti qui se dit révolutionnaire et marxiste. Le PST semble même rejeter le "Front Unique Ouvrier", cette funeste tactique qui sert aux trotskystes à justifier le suivisme par rapport aux partis réformistes (voir "Inprecor" n°345, 31/1/92). Venant d'un parti qui est allé aux élections sous un programme de "Front Populaire Ouvrier" très timidement réformiste (à côté de la "défense du secteur d'Etat et de l'économie nationale", de la "relance de l'industrie et de l'agriculture", etc., ce programme n'osait même pas demander en toutes lettres l'abrogation du réactionnaire Code de la famille!), il ne faut cependant pas s'attendre à un soudain retour à de véritables positions communistes.

Et en effet, le PST estime que: "le seul moyen de résister à l'instauration d'une dictature intégriste, c'est la mobilisation pour la défense des acquis culturels et démocratiques" ("Inprecor", ibid.).

Pour des centaines de milliers, des millions, de chômeurs, d'opprimés, de prolétaires, le problème vital n'est pas celui des "acquis culturels et démocratiques", auxquels ils ne peuvent pratiquement pas accéder dans une société de classes; il est celui de leurs conditions quotidiennes d'existence et de travail: la possibilité de trouver un emploi, ou de conserver le sien, la possibilité d'assurer le nécessaire à sa famille, la possibilité de résister au despotisme d'entreprise, d'en finir avec la répression patronale et élitique, la possibilité d'en finir avec les étouffantes et odieuses discriminations contre les femmes, etc.

Le seul moyen de résister à l'instauration d'une dictature intégriste ou au maintien de la dictature actuelle, c'est le développement de la mobilisation et des luttes de la classe ouvrière sur la base de ses revendications économiques et sociales immédiates, ainsi que pour ses revendications politiques générales, communistes.

Face à l'illusoire alternative réactionnaire de l'islamisme au maintien de l'ancien régime en faillite, les communistes doivent opposer la perspective révolutionnaire prolétarienne: non le "principe" de la démocratie en général, au dessus des classes (1), mais les principes marxistes de la lutte de classe poussée jusqu'au renversement de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

L'orientation du PST est aux antipodes de cette orientation communiste; elle ne peut mener que dans le marais bourgeois de la réforme, de la démocratisation, de la collaboration entre les classes au nom de "l'économie nationale", de la "patrie" et de la "démocratie".

Si le PST oscille dangereusement autour du marais bourgeois, les trotskystes du PT (liés au MPPT/PT français), eux, y sont en plein et s'y vautrent sans retenue.

Dans un communiqué publié dans "El Watan" (17/1), le PT rappelle fièrement toutes les occasions où il a renié les principes les plus essentiels du mouvement ouvrier en affirmant "qu'il soutiendrait un gouvernement de crise", c'est-à-dire un gouvernement d'union nationale (lors de la guerre contre l'Irak, après la grève générale des 12 et 13 mars, le 4 juin, le 1er novembre, le 27 novembre et actuellement), constitué par l'union de "tous les partis, toutes les organisations qui se réclament des seuls intérêts du peuple algérien". A nouveau le 8 février lors d'une conférence de presse le PT affirme son soutien aux propositions du FFS (parti libéral bourgeois) de "mettre en place un gouvernement provisoire, une administration neutre chargée de gérer les affaires courantes, préparer l'élection d'une Assemblée nationale constituante"; et il annonce avoir "en outre engagé des démarches auprès du FIS et du FFS pour trouver dans la concertation la plus large une action à proposer aux organisations et au peuple, susceptible de sortir le pays de l'impasse".

A la fin du siècle dernier, l'entrée d'un socialiste dans le gouvernement français d'alors provoqua l'indignation du mouvement socialiste international - à l'exception des "opportunistes", adeptes de la collaboration avec la bourgeoisie. Depuis cette époque, la participation à un gouvernement alors que l'Etat bourgeois n'est pas renversé (et plus encore la participation à un gouvernement d'union nationale) est devenue la marque irrémédiable de tous les réformistes vendus à la bourgeoisie. Il est douteux que la bourgeoisie prenne un jour la peine d'accorder un strapontin ministériel au PT; mais cela n'empêche pas le PT de faire sa sale besogne consistant à prôner la collaboration et l'unité entre les classes, donc à s'opposer aux intérêts réels du prolétariat.

Loin de jouer un quelconque rôle positif en faveur de la réorganisation classiste du prolétariat en Algérie, les trotskystes représentent, chacun à leur manière, des obstacles, que la classe ouvrière, comme dans les autres pays, aura à écarter de son chemin.

(1) Une responsable du PST explique dans "Rouge" n°1485, que dans les organisations de femmes, ce parti défend "le respect des principes démocratiques"; mais "défendre les principes, défendre le respect de la démocratie, c'était parfois très dur, on apparaissait un peu comme des extra-terrestres" Sans commentaires...

## L'activisme tacticien de "V.P."

(Suite de la page 5)

VP nous dira peut-être qu'avancer des objectifs impossibles à atteindre et des moyens inefficaces fait justement partie de cette "tactique" qui met la lutte au service d'une politique "de classe". Mais la revendication d'une "amnistie" (en fait une grâce présidentielle), et la méthode des pétitions sont justement difficiles à concilier avec une orientation de classe.

Mais cette revendication et cette méthode peuvent être très facilement adoptées par tous ceux qui n'envisagent d'être actifs que sur le terrain démocratique bourgeois: voilà l'explication de l'attitude de VP, voilà où aboutit toujours l'activisme tacticien et sans principe: à désertir le terrain de classe.

Pour nous une bonne "tactique" doit servir les intérêts de la lutte, et non pas la lutte servir les intérêts d'une tactique manoeuvrière. Nous n'avons jamais soutenu que la campagne de soutien à Joël Lamy devait se fixer comme but de s'affronter à l'Etat, de délimiter le camp prolétarien, etc., tout simplement parce qu'il n'existe aucune des conditions pour que cela soit autre chose que des phrases creuses. Et si ces conditions existaient, si il était possible de faire d'une campagne de solidarité avec un militant prolétarien, un affrontement avec l'Etat, c'est de toutes autres méthodes qu'il faudrait utiliser.

Nous croyons que la campagne de solidarité avec Joël doit se fixer des objectifs réalistes, avec des méthodes qui soient cohérentes avec tout le passé militant pour lequel il a été condamné - ce qui, bien entendu n'exclut pas d'uti-

A moins de se moquer du sens commun et de l'histoire, il est clair que, tant qu'il existe des classes distinctes, on ne saurait parler de "démocratie pure", mais seulement de démocratie de classe (...). La "démocratie pure" n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers.

(...)Du marxisme, Kautsky prend ce qui est recevable pour les libéraux, pour la bourgeoisie (critique du moyen âge, rôle historiquement progressif du capitalisme en général et de la démocratie capitaliste en particulier); il rejette, il passe sous silence, il estompe ce qui, dans le marxisme est irrecevable pour la bourgeoisie (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie).

La démocratie bourgeoise, tout en constituant un grand progrès historique par rapport au moyen âge, reste toujours, - elle ne peut pas ne pas rester telle en régime capitaliste, - une démocratie étroite, tronquée, fautive, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres. C'est cette vérité, élément constitutif majeur de la doctrine marxiste que le "marxiste" Kautsky n'a pas comprise. Dans cette question fondamentale - Kautsky prodigue des "amabilités" à la bourgeoisie, au lieu de présenter une critique scientifique des conditions qui font de toute démocratie bourgeoise une démocratie pour les riches.

Lénine, "La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky".

liser tous les moyens de défense existant sur le terrain légal, ni de recourir à telle initiative propagandiste, ni même de cotoyer à un certain moment des forces réformistes. Mais il ne faut jamais oublier, et encore moins l'accepter à la façon de VP, que la Justice a un caractère de classe, que le terrain démocratique a pour fonction de paralyser la classe ouvrière, que les forces réformistes ont comme but de récupérer les mouvements prolétariens et de les dénaturer en les amenant sur le terrain bourgeois. L'activisme tacticien peut bien s'imaginer ce qu'il veut; il ne représente en fait qu'une adaptation passive à l'influence et aux préjugés des mouvements soumis à l'ordre bourgeois.

## IL COMUNISTA

No 30-31 / dic. 91-Marzo 92

-Elettoralismo, arma spuntata dell'ideologia borghese ma professione di fede della "sinistra" - Costo del lavoro e posto di lavoro, continua l'attacco alle condizioni operale - Con lo sfacelo dell'URSS, è incominciata una nuova spartizione del mercato mondiale - Europa dell'Est, repubbliche del marco - Sclopero Renault - I milionari di Mosca - Lotte operale nel mondo - L'auto in giallo: forza lavoro da sfruttare - La distensione armata - I destini storici della dottrina di Karl Marx (Lenin) - Sul filo del tepo: Legaugianza delle nazioni, bidone supremo - Disastro economico dell'URSS - Eroi della guerra del Golfo e seppelliti vivi - Il partito difeso dal nuovo "programma comunista" che partito è ? - La formazione del Partito Comunista in Italia

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

2<sup>ème</sup> liste 1992 :

Paris : 500,- / Lecteur : 10,- / Ren. : 1000,- / Anonyme : 100,- / A.B. : 300,-  
TOTAL : 1910,-  
TOTAL GENERAL : 5335,-

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ  
LA PRESSE INTERNATIONALE DU  
PARTI !

"LE PROLETAIRE"  
"PROGRAMME COMMUNISTE"  
"IL COMUNISTA"  
"EL PROGRAMA COMUNISTA"